

Aujourd'hui dimanche

La personnalité de la semaine



B3 Soeur Marguerite Létourneau



A3 Des hommes forts!

LE SAMEDI 17 OCTOBRE 1987

4	14	15	23	18	22	26	32
40	49	(2)	35	37	(21)		

Sommaire

- Annonces classées..... B 4 à B 9
- Arts et spectacles informations..... C 1
- ciné-horaire C 7
- Bridge..... C 8
- Décès, naissances, etc. B 10
- Éditorial..... B 2
- Êtes-vous observateur? B 4
- Feuilleton..... B 5
- Horoscope..... B 6
- Le monde..... A 10
- Loteries — résultats..... A 4
- Mots croisés..... B 9
- Mot mystère B 7
- Quoi faire aujourd'hui..... C 6

GREP

Marie-Eve
COUP D'ÉTAT AU BURKINA FASO



« J'étais sûr d'être mort », dit Mad Dog, épuisé, après l'amputation de sa jambe

RÉJEAN TREMBLAY
envoyé spécial de La Presse
IOWA CITY, Iowa

Quel signal peut enregistrer le cerveau, même anesthésié, quand la scie du chirurgien coupe l'os de la jambe ?

Est-ce le noir total ou la douleur atteint-elle une partie de la conscience du malade ?

« C'est affreux! Absolument affreux! Un million de fois affreux. Il n'y a pas de mots pour le dire. Je suis mort pendant quelques minutes, j'en suis certain. Ce que j'ai ressenti, ça ne peut pas être autre chose que la mort. »

Maurice Vachon reposait hier sur son lit à l'hôpital de l'Université de l'Iowa. L'amputation vendredi de sa jambe droite, sous du genou, l'a laissé complètement épuisé. Et dans un état de choc difficile à décrire.

C'est la première chose qu'il a dite à son frère Paul en reprenant conscience vendredi soir après l'opération: « Paul, j'étais mort. C'est épouvantable. »

Hier matin, il était capable de sourire légèrement quand il parlait d'un projet d'émission de télévision qu'on avait pour lui: « Je suis supposé être un pirate dans l'émission. Je vais être parfait dans ce rôle avec mon pilon de bois », disait-il en montrant ce qui lui reste de jambe.

Mais ces moments d'acalmie sont de courte durée. Dès qu'il parle des heures passées sur la table d'opération pour l'amputation, la conversation se transforme en un lent monologue prononcé à voix basse en fixant le plafond.

On dirait un drogué racontant un « bad trip » au LSD. Impossible de savoir ce que les anesthésistes ont injecté à leur patient pour lui couper la jambe, mais l'ancien lutteur est sorti terrorisé de l'aventure.

Il parle de la mort. Sans doute parce que la mort est la seule chose qu'on ne puisse jamais expérimenter dans sa vie et revenir en parler. Ce qui est indescriptible doit donc ressembler à la mort: « C'est un million de fois pire que la mort. Pire que n'importe quoi. Je suis mort, j'en suis certain. C'est super incroyable ce qui se passe dans ton âme et dans ton esprit dans ce temps-là », dit-il d'une voix cassée.

Sans se préoccuper de ce que ses proches peuvent alors lui dire, Vachon continue: « C'est des montagnes de neige, des dizaines de montagnes brillantes qui changent de forme... mais c'est artificiel. C'est incroyable. J'étais sûr que j'étais mort. C'est un effet suprême, c'est unimaginable. L'esprit flotte en dehors de toi, t'as plus aucun contrôle »

VOIR MAD DOG EN A 4

Ottawa augmente son aide aux victimes de l'apartheid

GILLES PAQUIN
envoyé spécial de La Presse
VANCOUVER

Réunis depuis quatre jours à Vancouver, les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont séparés hier en réitérant leur rejet unanime de l'apartheid et en lançant un appel en faveur de la libéralisation du commerce international.

« Collectivement et unanimement, sans dissidence, nous nous sommes mis d'accord pour dire que l'apartheid doit disparaître », a déclaré hier le président de la Conférence, le premier ministre Brian Mulroney, au cours de la conférence de presse finale.

Autre sujet politique brûlant qui a retenu l'attention du Sommet: le putsch fidjien a entraîné une constatation formelle que Fidji n'est plus membre du Commonwealth. Pour y revenir, l'archipel du Pacifique devra se conformer aux principes de démocratie non raciale sur lesquels l'organisation est fondée.

Si 48 des 49 participants affirment que les sanctions adoptées contre l'Afrique du Sud fonctionnent et doivent même être étendues, la Grande-Bretagne ne partage pas cet avis, a reconnu M. Mulroney.

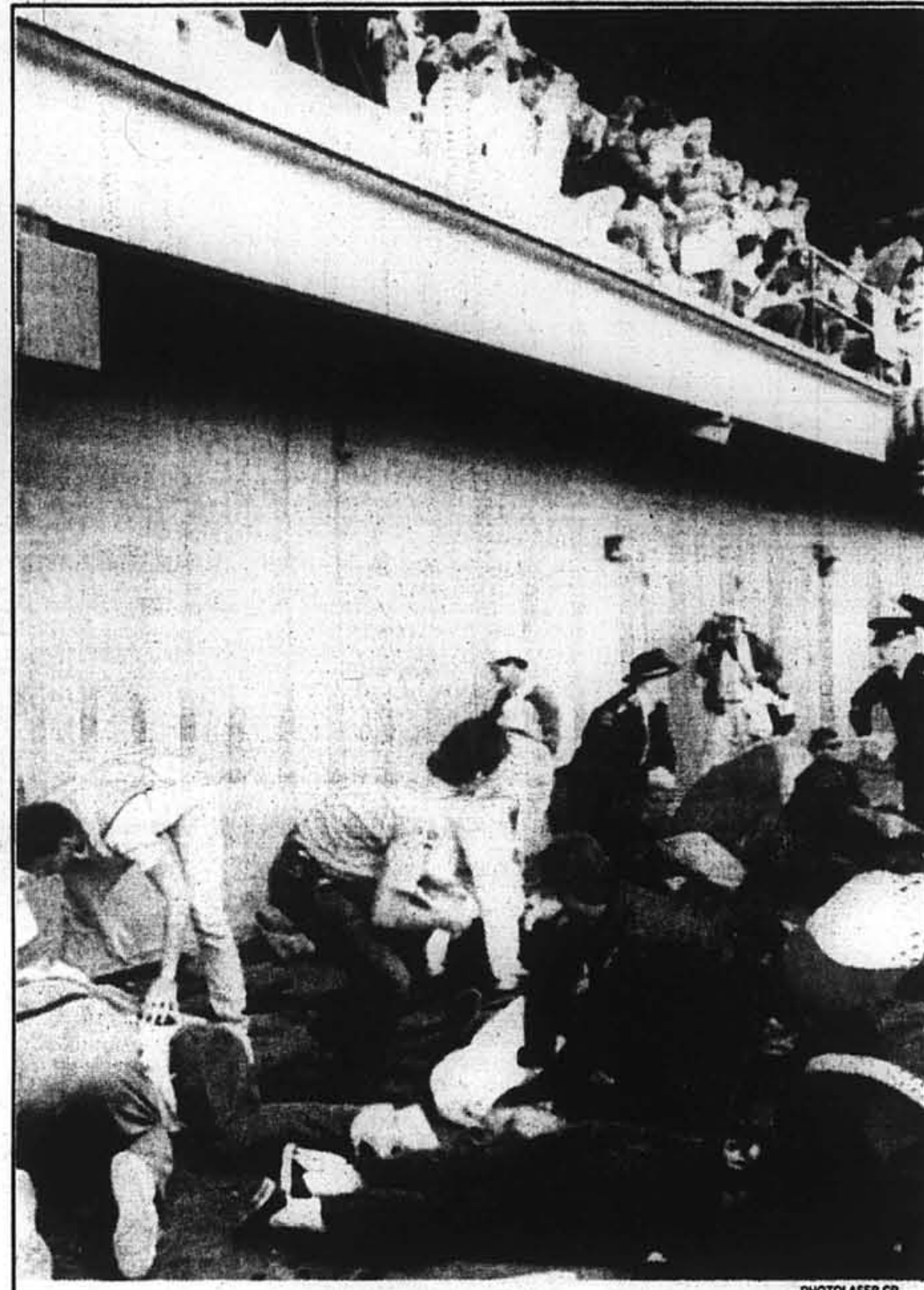
Cette différence ne menace toutefois pas « la famille du Commonwealth » d'éclatement puisque les liens d'amitié sont assez forts pour surmonter ces difficultés selon le premier ministre.

La conférence a traité de questions économiques et politiques, en plus de discuter des divers mécanismes de coopération au sein du Commonwealth, mais le thème central a été celui de l'Afrique du Sud et des sanctions, a dit en substance M. Mulroney.

« À l'exception de la Grande-Bretagne, nous voulons envoyer le message très clair que les sanctions fonctionnent, qu'elles continueront d'exister et qu'elles seront renforcées », a lancé M. Mulroney.

Tous les pays du Commonwealth se sont entendus pour apporter leur appui aux États voisins de l'Afrique du Sud, les pays de la ligne de front, en butte aux pressions constantes de Pretoria. Le Canada et la Grande-Bretagne, par exemple, fourniront \$75 millions en vue de réhabiliter les moyens de transport du Mozambique.

VOIR OTTAWA EN A 2
SUITE DES INFORMATIONS EN A 4



Un garde-fou cède...

Un traditionnel week-end de football opposant chaque année deux équipes universitaires d'Ottawa a été brusquement interrompu, hier, lorsqu'un garde-fou du stade de Lansdowne Park a cédé sous la pression de la foule, emportant plusieurs spectateurs dans une chute d'une dizaine de mètres. Selon la police, au moins 25 personnes ont été sérieusement blessées dans cet accident, survenu à mi-temps du match entre les Gee-Gees de l'université d'Ottawa et les Ravens de l'université de Carleton.

Un Espagnol est élu directeur de l'Unesco

d'après AFP, UPI et Reuter
PARIS

Le biochimiste espagnol Federico Mayor a été désigné ce matin par le Conseil exécutif de l'Unesco comme prochain directeur général de l'Organisation au terme d'une longue bataille nocturne engagée par les États africains.

M. Mayor a obtenu 30 voix contre 20. Il a été élu après que le Sénégalais Amadou Mahtar M'Bow, qui a dirigé pendant 13 ans l'Organisation des Nations-Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture, eut renoncé à briguer un troisième mandat.

La désignation de M. Mayor, 53 ans, par le Conseil exécutif qui comprend 50 des 158 États membres de l'UNESCO, n'est cependant pas définitive. Elle doit être confirmée, en principe le 7 novembre, par la Conférence générale qui doit réunir à partir de demain la totalité des États membres de l'Organisation.

Le deuxième tour de scrutin opposait MM. Mayor et M'Bow, et à la suite du retrait de ce dernier, l'Espagnol semblait assuré d'être élu, avant que la séance ne soit suspendue à la demande des pays africains.

La séance du Conseil exécutif a été suspendue pour une deuxième fois, tard hier soir, au cours d'une bataille de procédure entamée par les pays africains dans l'espoir, selon des sources occidentales et socialistes concordantes, d'empêcher l'élection du seul candidat restant en lice après le retrait de M. M'Bow. Une première suspension en début de soirée avait duré plus d'une heure et demie.

VOIR ESPAGNOL EN A 2

La damnation provinciale

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
PARIS



Le principal quotidien français est un parfait inconnu pour la grande majorité de la population hexagonale. Au mieux, on le connaît de nom, mais on ne sait pas du tout à quoi il peut ressembler.

PARIS FRANCE

tout juste si on est au courant de son existence.

Ce n'est pas une exception. Il y a *Sud-Ouest* à Bordeaux, *Le Progrès* à Lyon, *La Dépêche du Midi* à Toulouse: de très gros tirages, de nombreuses éditions locales et régionales, des rédactions importantes. Et pourtant, de Paris, vous pouvez vous demander si ces journaux existent vraiment. D'abord, il est plus difficile de les trouver dans un kiosque à journaux que de dénicher *Le Monde* à Montréal. La presse « nationale » (c'est-à-dire parisienne, même quand c'est un quotidien à 30 000 exemplaires) est distribuée à travers le pays. *Ouest-France* et *Le Progrès* sont introuvables.

Quant à leur contenu, c'est comme s'il n'avait jamais existé: sauf rarissime cas d'espèce, on ne reprend rigoureusement jamais une information, un reportage, encore moins une opinion publiés à Grenoble. C'est comme si on ne les avait jamais écrits. Quant aux malheureux rédacteurs en chef qui dirigent ces gros journaux, ils peuvent faire leur deuil des grands débats nationaux. Aux « Clubs de la presse » ou dans les émissions politiques de la télévision, on a plus de chance de voir (parfois) l'Américain Edward Behr (*Newsweek*) que l'inconnu qui dirige *Nice-Matin*. En France, les grandes affaires politiques et économiques se traitent à Paris. À Bordeaux, on ne donne pas son avis sur la marche du monde.

VOIR DAMNATION EN A 2

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIÈRES

NOUVELLES FRONTIÈRES

FLORIDE 199\$

VOI ALLER-RETOUR TOUS LES MERCREDIS ET SAMEDIS, À COMPTER DU 16 DÉC. TAXE EN SUS

800 EST. DE MAISONNEUVE (ANGLE ST-HUBERT) (METRO BERRI) PERMIS DU QUEBEC
288-4800

Raymond Guérin meurt à l'âge de 63 ans

C'est par l'humour qu'il fit sa marque

AGNES CRUDA

Une figure marquante du journalisme québécois, M. Raymond Guérin, qui s'est notamment fait connaître par la chronique humoristique qu'il écrivait dans *La Presse* dans les années 60, est décédé vendredi à l'hôpital Mont-Royal.

Raymond Guérin avait 63 ans, était diabétique et souffrait depuis plusieurs mois de problèmes cardiaques et pulmonaires, a indiqué un membre de sa famille.

« Raymond a célébré ses 63 ans le 1^{er} septembre, et le lendemain on a dû le faire conduire à l'hôpital », a raconté son frère Yves Guérin. Selon ce dernier, Raymond Guérin a subi une intervention chirurgicale jeudi et ne s'en est pas relevé.

Entre 1961 et 1966, Raymond Guérin a signé un « Carnet » dans lequel il éclairait à sa façon l'actualité quotidienne, librement et avec humour. C'était, en quelque sorte, le Foglia de l'époque.

« C'était une des grandes plumes du journalisme québécois, tant en français qu'en anglais », estime son ex-collègue et ami Marc Thibault. « Son humour était parfaitement bilingue, sec et britannique en anglais et léger et caricatural en français », a-t-il ajouté.

Raymond Guérin promenait cet humour à l'extérieur de sa chronique, et on lui doit notamment des « entrevues » avec le chien de Jean Drapeau et avec les chevaux du Mont-Royal, rappelle Marc Thibault, qui décrit M. Guérin comme un bon vivant, un fantasiste bourré de talent.

Dans sa dernière chronique, parue en février 1986, Raymond Guérin disait espérer que son « Carnet » aura eu quelque utilité, « ne serait-ce que d'avoir vaguement renseigné ou amusé le lecteur ».

M. Guérin a fait ses premières armes en journalisme à l'époque

ou chaque journal avait son chroniqueur militaire. Et c'est en secondant un chroniqueur attitré qu'il a commencé sa carrière.

Il a travaillé à *La Presse* de 1944 à 1952, puis de 1958 à 1966, et au *Montreal Star* de 1969 à 1975. Vadrouilleur et curieux de tout, il a successivement couvert un peu pres tous les secteurs de l'information, des faits divers à la vie culturelle (il a notamment été chroniqueur de cinéma et de théâtre), exception faite des sports et de la politique.

A plusieurs reprises, il a ressenti le besoin de se retirer du métier pour se ressourcer, en travaillant surtout comme attaché de presse, et en restant toujours au cœur de l'actualité.

En 1966, il a quitté *La Presse* pour une mission au Laos pour le ministère des Affaires extérieures. Il y est resté 18 mois et a, pendant cette période, été correspondant notamment pour le magazine *Time*. Plusieurs années plus tard, il espérait encore publier un livre sur son expérience de vie au Laos. Le projet n'a pas pu se concrétiser.

Raymond Guérin a quitté le *Montreal Star* pour un poste en relations publiques à Air Canada, où il travaillait encore lorsque son état de santé l'a obligé à interrompre ses activités, il y a un peu moins d'un an.

Montrealais de naissance et de cœur, M. Guérin se décrivait comme un « badaud né ». En 1960, une série d'articles démontrant la nécessité de construire un réseau de métro à Montréal lui a valu le prix Bowater de journalisme.

Pour lui, être journaliste, c'était d'abord une question de tempérament. Homme très cultivé, Raymond Guérin disait avoir puisé son inspiration dans le *Canard enchaîné*, auquel il a été abonné pendant des années, et chez certains *columnists* américains.

Il y a quatre ans, *La Presse* lui consacrait un article dans lequel il expliquait ainsi son parti-pris pour l'écriture humoristique : « Les gens ont besoin d'humour pour ne pas perdre la raison. La vie se déploie comme une immense pelure de banane et personne ne sait quand l'équilibre va se rompre ».



Raymond Guérin

SUITE DE LA UNE

MAD DOG

J'étais sur d'être mort », dit Mad Dog

sur-ton cerveau. C'est comme si j'avais un million d'électrodes plantées dans le cerveau et que ça éclatait. Ça change un million de fois en même temps. C'est affreux...»

Ce mot, Vachon l'a répété à plusieurs reprises. Il a passé plusieurs heures dans le bloc opératoire. Et a cause du sérieux de l'intervention et de son état d'épuisement général, les spécialistes ont dû être spécialement prudents.

Mais le bonhomme a la vie chevillée au corps. Hier, en plus de deux journalistes de Montréal, il a reçu pendant quelques minutes un reporter du *Des Moines Register*, le quotidien de la capitale de l'Iowa. Et le résultat de son intervention chirurgicale était rapportée par une dépêche de l'Associated Press dans l'*Iowa Press-Citizen*, dans le *Register*, dans *The Iowa Gazette* et même dans l'important *Chicago Tribune*.

Opération de \$100 000

de l'envoyé spécial de La Presse IOWA CITY

Maurice Vachon est résident américain et citoyen canadien. Hier, au moment de quitter la chambre pour sa cinquième opération, il ne savait pas encore comment il s'arrangerait pour payer les frais médicaux encourus depuis son accident.

M. Vachon n'avait pas d'assurances personnelles aux États-Unis. Le chauffard qui l'a harponné n'était pas couvert non plus. Et il n'était pas certain que la Régie d'assurance du Québec pourrait assumer les \$100 000 de frais de son hospitalisation, des traitements reçus et des opérations subies.

« Je vais d'abord vivre, réapprendre à marcher avec une prothèse et on s'occupera des modalités de paiement après », a-t-il répété à quelques reprises.

On espère que son cas sera pris en charge par la Régie québécoise. Les premières informations donnent de l'espoir au couple Vachon. Sinon, il se pourrait que Télévision Quatre Saisons vienne en aide à son Mad Dog d'une façon ou d'une autre.

Mad Dog, qui a le sens du showbiz autant que le goût de la bagarre, trouve la force de savourer ces moments de gloire. Il a la hâte de retrouver Michel Jasmin et les téléspectateurs de Quatre Saisons. Une fois qu'il aura repris des forces et qu'il aura oublié les affres de toutes ces opérations, les Québécois retrouveront vite leur « méchant » préféré: « C'est bien pour dire, j'ai essayé pendant 40 ans de me faire hair pis j'ai tout juste réussi à me faire aimer. Faut croire que j'ai manqué mon coup », dit-il avec un oeil... amusé, malgré tout.

Le Québec est en train de vivre un phénomène Mad Dog Vachon. Ses commerciaux de Labatt sont aînés du public. C'est lui qui a rangé le dictionnaire de Boum Boum Geoffroy et sa bière moins bourrative. À la radio, Danielle Rainville et lui vantent les mérites d'un concessionnaire de voitures. Et son rôle dans le talk-show de Michel Jasmin, s'il n'est pas toujours très relevé, plaît aux habitudes de l'émission.

Dans le fond, Mad Dog Vachon aura été un homme de spectacle toute sa vie. D'abord comme lutteur et ensuite comme comédien.

Maurice est le deuxième de 13 enfants. Et son frère Paul, qui a lutté une dizaine d'années en équipe avec lui, se souvient du grand frère malcommode qu'il admirait enfant: « Maurice et l'ainé Marcel ne dormaient pas la nuit pour penser aux mauvais coups qu'ils feraient le jour. Mon père, un policier à Montréal, leur donnaient régulièrement la fessée. Moi, j'étais plus tranquille parce que j'avais peur. Quand Maurice a remporté sa médaille d'or aux Jeux de l'Empire en 1950, ma décision était déjà prise même si je n'avais que huit ans. Je serais lutteur et je voyagerais à travers le monde », racontait-il hier pendant que Maurice se reposait.

Malgré le choc de l'amputation, tant Kathie, sa femme, que son frère Paul, étaient persuadés que le pire était passé. Vachon va se reposer cette semaine et sa robuste constitution devrait lui permettre de reprendre le combat.

L'hôpital a été submergé d'appels et parce qu'on ne voulait pas que journalistes et photographes y entrent comme dans un moulin vendredi soir, on a décidé de poster un gardien devant la porte de sa chambre.

Contrairement à ce qui avait été annoncé hier, le chauffard responsable de l'accident, ne s'est pas présenté en cour. Un mandat d'arrestation a été émis contre lui.

D'autre part, on se posait des

questions hier sur la valeur des traitements reçus par le blessé à l'hôpital de Des Moines. On sait que l'accident est survenu non loin de la capitale, à environ deux heures de route d'Iowa City. Les meccins de Des Moines n'ont pas réalisé tout de suite que quelque chose n'allait pas dans la jambe droite de Vachon.

En réalisant que la circulation sanguine dans les tissus musculaires ne se faisait pas, on a vite transporté le blessé à l'hôpital de l'Université d'Iowa-City.

« C'est un hôpital ultra-spécialisé », indique M. Dean Borg, directeur général de l'établissement: « Un hôpital classifié niveau 3 dans notre système hospitalier », dit-il.

« Il fallait faire vite, la vie du patient était très sérieusement menacée. Nous ne pouvions commenter ou évaluer le travail de nos collègues de Des Moines mais je sais que nos meilleurs spécialistes ont traité M. Vachon », a dit M. Borg.

On a coupé la jambe sous le genou. Si la guérison se fait normalement, Vachon pourrait revenir à Montréal d'ici quelques semaines. Sinon, on l'a prévenu qu'il faudrait amputer le genou également.

OTTAWA

Ottawa augmente son aide aux victimes de l'apartheid

bique afin de rendre les pays de la ligne de front moins dépendants des voies de communications de l'Afrique du Sud.

Ottawa a également annoncé un train de mesures d'aide économique en faveur des Noirs d'Afrique du Sud et fait savoir qu'il soutiendra financièrement la création d'un réseau d'informations capable de contrer la censure et la propagande de Pretoria.

Ce projet, encore à l'état d'ébauche, vise à permettre aux journalistes de diffuser des informations sur la situation intérieure en Afrique du Sud malgré les interdictions du gouvernement Botha.

D'après M. Mulroney, si les sanctions ne fonctionnent pas mieux, c'est que le drame quotidien de la population noire ne fait plus la une des journaux. Cela fait diminuer l'intérêt de la communauté internationale à ce sujet.

Répliquant à certaines allégations selon lesquelles les pays d'Afrique australe n'appliquent pas eux-mêmes les sanctions et qu'ils font ainsi preuve d'hypocrisie, M. Mulroney s'est emporté et a dénoncé avec vigueur ces affirmations.

« Nous ne leur demandons pas de commettre un suicide économique », a-t-il lancé. « Ils sont les enfants de la géographie et de l'histoire, et ne peuvent être tenus responsables de la situation actuelle », a-t-il dit.

Passant à l'aspect économique de la conférence, M. Mulroney a affirmé que cette partie des délibérations a été particulièrement fructueuse.

Il a déclaré que les chefs de gouvernements souhaitaient tous donner un élan vigoureux à la nouvelle ronde de négociations des Accords du Gatt, qui s'ouvrira bientôt en Uruguay.

La Déclaration de Vancouver sur le commerce mondial, publiée jeudi au Sommet, souligne d'ailleurs l'importance que donnent les chefs de gouvernement à l'élimination du protectionnisme dans le monde.

« Le système commercial mondial doit être renforcé, le protectionnisme doit être combattu, la guerre des subsides à l'agriculture doit s'arrêter au nom de l'intérêt des pays industrialisés ou en voie de développement », a dit M. Mulroney.

Pour de nombreux pays du Commonwealth, le problème de l'endettement et le besoin d'un soutien supplémentaire sont cruciaux, estime le Sommet.

« Si cinq ou six autres gouvernements du Commonwealth imitaient le geste du Canada (qui vient d'effacer les dettes de 13 pays africains), on pourrait abolir 15 p. cent de la dette publique des pays du Tiers-Monde », a dit M. Mulroney.

« Ils méritent notre aide et notre appui puisqu'ils font d'énormes sacrifices pour redresser leur situation économique », a ajouté M. Mulroney. « Ce serait aider les plus démunis des démunis », a-t-il dit.

Enfin, M. Mulroney s'est réjoui du fait que la conférence ait décidé de créer le siège de son nouveau réseau mondial d'enseignement à distance en Colombie-Britannique. Ottawa injectera d'ailleurs \$12 millions, l'Inde \$5 millions et le Nigéria \$3 millions dans ce système.

Un long communiqué de 22 pages a été publié hier, faisant état des divers autres sujets abordés pendant la conférence. La liste, en plus de 80 points, va de la promotion de la femme dans les pays en voie de développement à la lutte contre la pollution.

Passant en revue les divers organismes mis sur pied par le Commonwealth pour traiter de ces dossiers, M. Mulroney s'est fait ironique.

« Ce n'est pas le genre de choses qui font les grandes manchettes mais c'est le genre de choses qui donne la dignité au centre hu-

mans de par le monde », a conclu M. Mulroney.

Les pays du Commonwealth se sont mis d'accord sur la tenue, à l'automne 1989, d'un autre sommet qui, cette fois, doit avoir lieu à Kuala Lumpur, en Malaisie.

DAMNATION

La damnation provinciale

on s'occupe de faits divers, de politique locale et des événements sociaux.

C'est vrai de tous les pays: il y a les grandes villes où se concentrent les activités... et les autres. Mais nulle part comme en France on ne trouve une coupure aussi absolue entre, d'un côté, Paris, où tout se crée et se décide, et de l'autre, « la province », sorte de sous-ensemble flou et indistinct.

Le magazine *Le Point* consacrait l'été dernier une grande enquête sur ce thème surprenant: il se passe des choses en province. Ce qui voulait dire: il y a à Toulouse un couturier de talent, à Nantes un urbaniste, etc. Ce qui revenait à dire qu'il y a des survivants en dehors de la région parisienne. C'est à peu près le mieux que l'on puisse dire.

Rigoureusement rien de majeur, de « national », ne peut être fait en dehors de Paris: théâtre, cinéma, médias, politique, littérature, industrie. En Italie, en Allemagne, aux États-Unis ou au Canada, il y a quand même un certain partage des rôles entre quelques grandes villes. Ici, vous devez choisir — si vous en avez la possibilité — entre des ambitions « locales » et une carrière nationale.

Exemple, la télévision: les trois quarts des importants effectifs de la troisième chaîne sont « en région ». Mais jamais on n'a vu une production originale digne de ce nom sortir de ces bureaux de province. Les 600 journalistes de FR 3 sont confinés à des téléjournaux régionaux franchement pénibles. Les budgets, les projets, les sujets importants sont à Paris.

Toujours les journaux. *Libération* a décidé de lancer une importante édition « lyonnaise », avec un bureau local d'une douzaine de journalistes. Mais dès qu'il se passe à Lyon un événement important (visite du Pape, procès Barbie), on envoie aussitôt des journalistes de Paris prendre les affaires en main, les « locaux », eux, sont chargés de couvrir les « à-côtés ».

Dans le domaine de l'édition de livres, c'est au moins aussi marqué. Les éditeurs québécois se plaignent de ne pas avoir accès au marché français. Les centaines d'éditeurs de province n'y ont pas davantage droit. Éditer à Nantes ou à Bordeaux vous condamne irrémédiablement aux papeteries-librairies et aux bars-tabacs de la région: jamais on ne vous diffuse à Paris. Seule et unique exception à la règle: un original (belge) du nom d'Hubert Nyssen qui a installé à Arles sa maison, Actes Sud. Il fait de très beaux livres, a ses entrées dans les médias parisiens et passe d'ailleurs un ou deux jours par semaine dans la capitale. Mais il reste malgré tout marginal dans ses ventes.

On pourrait croire que le théâtre subventionné échappe à la règle. De grands metteurs en scène — Chereau, Planchon, etc. — ont été successivement en charge de grands théâtres à Lyon ou Marseille. Mais, venus de Paris, connus à cause de Paris, ils n'ont jamais cessé d'être Parisiens. Quand ils montent une production importante, ils se dépêchent de venir la jouer des semaines dans la capitale. Idem pour l'opéra, pour tout orchestre un peu renommé.

Il n'y a pratiquement aucun domaine qui échappe à la règle. Les vieux barons de la politique, même implantés de longue date à Bordeaux, à Marseille ou en Alsace, ont tous leur domicile principal à Paris, où ils passent le gros de leur temps. À l'université, un intellectuel qui a quelque ambition, peut accepter en début de carrière un poste à Aix ou à Nice: mais il n'y a jamais de vraie consécration sans une affectation définitive à Paris. A de rares exceptions près, tous ceux qui publient et qu'on remarque enseignent en région parisienne.

Dans un pays où la politique, la Bourse, l'industrie, la pub, la télé, les journaux se font dans la même ville, l'attraction de la capitale est forcément irrésistible. Mais même quand il n'y a aucune obligation d'ordre économique ou technique, Paris est le lieu où il « faut » être. Peugeot a beau avoir ses usines à Montbéliard, la direction est à Paris et nulle part ailleurs. La « province », c'est parfait pour la vie tranquille et aérée, pour élever sa petite famille. Mais si on se veut un « décideur », pas d'hésitation, il faut « monter à Paris ».

ESPAGNOL

Un Espagnol est élu directeur de l'Unesco

Les pays africains réclamaient qu'en présence d'un seul candidat, on laisse entrer dans la course un des candidats qui s'étaient classés suivants au scrutin précédent.

Les règles de procédure prévoient que seuls restent en lice au cinquième et dernier tour les deux candidats les mieux placés au quatrième tour.

Au quatrième tour, M. M'bow avait obtenu 21 voix et M. Mayor

19 voix. Le candidat des pays de l'Est, M. Nikolai Todorov, et M. Soedmatjoko, un Indonésien, avaient rassemblé chacun quatre suffrages. On n'exclutait pas hier qu'il faille tirer au sort entre ces deux candidats pour déterminer lequel rentrerait en lice contre M. Mayor, si la demande des pays africains était acceptée.

De source diplomatique, on a indiqué que M. M'bow, 66 ans, avait choisi de se retirer plutôt que de subir une humiliante défaite face à M. Mayor, qui bénéficie de l'appui des pays occidentaux, à l'exception notable de la France.

Une extrême tension semblait régner hier au sein du Conseil, après les accusations de « chantage », de « désinformation », de « pressions » et de « menaces » portées par le directeur général sortant dans sa lettre de retrait, et les manœuvres de procédure engagées par les Africains.

M. M'bow fustige notamment dans cette lettre « les États membres qui ont vicieusement et perversément le processus démocratique de l'élection du directeur général en conditionnant son issue et l'expression de la volonté des États membres par des menaces explicites de retrait ou non-paiement des contributions ».

De nombreux délégués, occidentaux ou des pays socialistes, se sont montrés exaspérés par les manœuvres dilatoires des pays africains, dans lesquelles ils voient « un désir de se venger de l'échec de leur candidat et une tentative pour démolir M. Mayor », selon les termes employés par un délégué occidental.

De son côté, un membre de la délégation soviétique a déclaré que les pays socialistes soutenaient fermement le candidat espagnol et souhaitaient qu'il soit « nommé par consensus ». M. Mayor, a-t-il ajouté, n'est pas le candidat de l'Occident, mais celui du consensus, puisqu'il jouit d'appuis dans toutes les régions du monde.

Premier ressortissant d'Afrique noire à diriger une organisation des Nations-Unies, M. M'bow est une personnalité controversée. S'il passe aux yeux de ses partisans pour être le symbole des jeunes nations indépendantes dans les rouages de la diplomatie internationale, il est pour ses détracteurs un mauvais gestionnaire sensible aux honneurs et aux fastes d'une fonction qu'il a exercé depuis 13 ans.

M'bow avait été trois fois ministre dans son pays avant d'être élu directeur général de l'Unesco en 1974, sur la recommandation de M. René Maheu, un Français qui a été 13 ans à la tête de cette organisation.

Au cours des quatre premiers tours du scrutin, les Africains ont fait de la réélection de M. M'bow une question d'honneur pour le laver de toutes les accusations dont il a été l'objet.

Jessica ne sera pas amputée

Associated Press MIDLAND, Texas

Jessica McClure, rescapée vendredi du puits où elle était tombée, a été opérée samedi au pied droit, et les médecins ont bon espoir qu'ils n'auront pas à l'amputer, en dépit des graves blessures subies à la suite des deux jours que l'enfant a passé sous terre.

Au cours de sa première nuit hors du puits, l'état de santé de Jessica était sérieux, mais stable. Les médecins ne sauront que d'ici une semaine s'ils pourront sauver le pied de la fillette.

Jessica, 18 mois, a été remontée saine et sauve vendredi soir, sous les applaudissements des sauveteurs qui pleuraient de joie, après 58 heures et demi passées à sept mètres sous terre au fond d'un puits désaffecté.

L'Amérique toute entière, mais aussi le reste du monde, a poussé un « ouf » de soulagement après avoir partagé en direct, grâce à la télévision, l'angoisse des jeunes parents de Jessica, Reba et Chip McClure, 17 et 18 ans, et la lente progression de 25 sauveteurs volontaires qui, pour sauver la fillette, durent forer dans une roche très dure; une galerie de huit mètres de profondeur, parallèle au puits où était tombé l'enfant.

Tout au long des deux jours et demi passés au fond du puits, Jessica est restée quasiment immobile, une jambe repliée contre sa poitrine, en position fœtale, et l'autre coincée en-dessous d'elle. Son pied droit, mal irrigué et ankylosé, aurait alors commencé à

se gangrener.

Immédiatement après sa sortie du puits, Jessica a mangé la moitié d'un sorbet à l'orange. Puis les médecins l'ont placée dans un caisson hyperbare afin d'écartier les risques de gangrène.

La petite a ensuite pu terminer son sorbet dans les bras de sa mère, en serrant contre elle son ours en peluche « Winnie l'Ours », dont Jessica fredonnait par moment la comptine dans sa prison souterraine.

A d'autres moments (elle n'a dormi que trois heures en deux jours), elle pleurait et appelait sa mère. Les médecins se sont en outre aperçus avec stupefaction que la petite fille, qui a perdu trois livres dans l'aventure, s'était arrachée des poignees entières de cheveux.

Selon le médecin de la famille McClure, le Dr Debbie Reese, « Jessica aurait encore pu survivre une autre journée sous terre mais elle aurait été dans un état critique ».

La progression des sauveteurs fut très lente. Il était en effet impossible de tirer Jessica du puits par le haut: les éboulis auraient pu la tuer.

Ils durent donc creuser un puits parallèlement à celui où était tombé la fillette et descendre en dessous d'elle. Un travail particulièrement long et pénible compte tenu de la dureté de la roche et des risques d'éboulement.

Pour mener à bien ce travail épuisant, les sauveteurs ont dû se relayer jour et nuit sans arrêt.

LA MÉTÉO		
Québec		
Abitibi	3	9
Outaouais	7	15
Laurierville	5	12
Cantons de l'Est	9	15
Mauricie	5	12
Québec	7	14
La Côte-de-la-Paix	5	12
Rimouski	3	12
Gaspésie	3	12
Bas-Côteaux	3	8
Sept-Îles	3	8
Etats-Unis		
Boston	10	16
Buffalo	11	22
Chicago	9	23
Miami	22	30
New York	11	21
les capitales		
Amsterdam	12	16
Athènes	12	23
Acapulco	29	34
Berlin	12	15
Bruxelles	10	18
Buenos Aires	9	17
Copenhague	13	17
Genève	13	23
Hong Kong	25	29
La Caille	17	27
Lioukou	14	19
Londres	10	15
Madrid	10	18
Moscou	1	10
Mexico	18	27
Oslo	8	17
Paris	10	16
Rome	17	26
Seoul	13	22
Stockholm	9	17
Tokyo	17	27
Trinidad	29	33
Vienne	12	16

La Quotidienne

Tirage d'hier a trois chiffres 684 a quatre chiffres 6540



42-7-01

Dimanche 18 octobre 1987

Le gros lot du 6/49 est reporté à mercredi

Les numéros tirés hier au Lotto 6/49 sont: 4, 14, 15, 23, 40 et 49. Le numéro complémentaire est le 2.

Le gros lot de \$2,1 millions n'a pas été gagné.

Dans la catégorie 5/6 plus, il y a trois gagnants qui recevront \$267 646 chacun.

Le tirage fait 246 gagnants de \$2 496 dans la catégorie 5/6.

Dans la catégorie 4/6, on compte 13 935 lots de \$84,70.

Enfin, 281 569 lots de \$10 seront remis à ceux qui ont choisi trois chiffres de la combinaison gagnante.

20 millions

18

16

14

12

10

8

6

4

2

Centralde

\$6,522,000

Glémaud n'est pas satisfait

■ Le machiniste de 36 ans, Carol Glémaud, a dit hier qu'il ne retournerait pas au travail, bien que son ex-employeur ait accepté de le reembaucher.

Congédié le vendredi 9 octobre après avoir écrit «En français svp» sur une note de service, M. Glémaud veut négocier les modalités de son retour au travail, avant de reprendre son emploi à l'usine de Pointe-Claire.

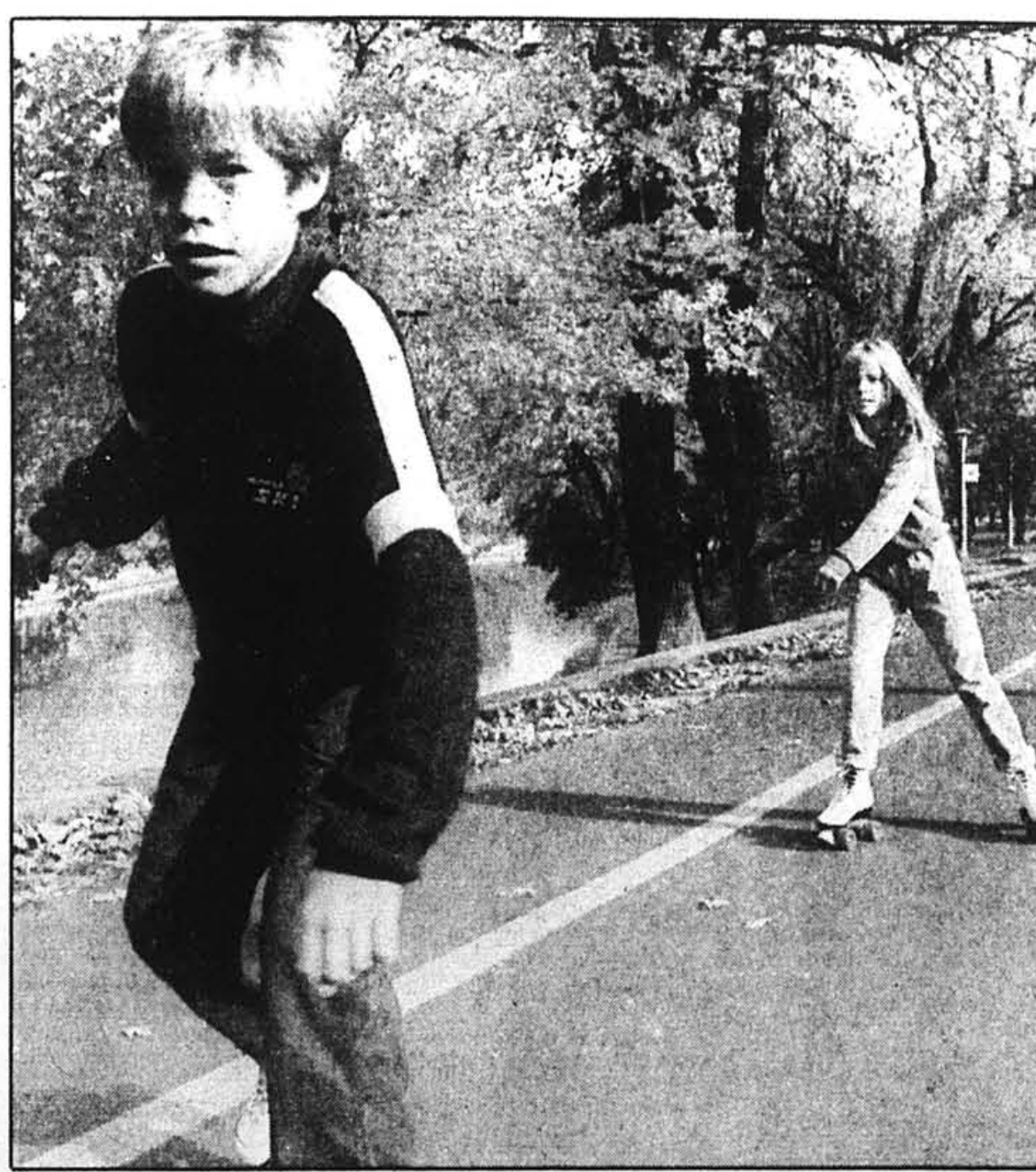
L'entente verbale intervenue vendredi entre la Commission de protection de la langue française et le président de la compagnie Willsup, M. Geroge William, ne le satisfait pas.

M. Glémaud craint de se voir signifier son renvoi une deuxième fois s'il retourne à l'usine demain. «Si M. William invoque un nouveau prétexte pour me mettre à la porte, je ne pourrais rien faire», a-t-il souligné.

Représenté depuis vendredi par un avocat mandaté par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, M. Glémaud pose cinq conditions à son réengagement. La première est qu'il puisse reprendre le poste qu'il occupait lors de son congédiement.

L'avocat de M. Glémaud, Me Luc Alarie, exige également que M. William permette à son client de subir un examen médical et qu'il lui verse une indemnité pour les jours de travail perdus. Enfin, Me Alarie veut obtenir la garantie que les droits fondamentaux et la dignité humaine de son client seront respectés.

La Commission de protection de la langue française a dit qu'elle tenterait l'impossible pour joindre M. William, à l'extérieur du pays pour une semaine, et obtenir son assentiment aux conditions posées par Me Alarie et son client. Si tel est le cas, M. Glémaud reprendra son emploi dans les plus brefs délais.



Été indien ou pas, les Montréalais ont profité du beau temps hier pour faire de longues promenades dans les parcs et s'asseoir une dernière fois aux terrasses.

PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse

Et ce n'est même pas l'été indien... selon la météo

SUZANNE COLPRON

«On est en plein dedans!» a assuré le chef Max Gros-Louis.

■ Malgré huit jours de soleil consécutifs, une température qui a frôlé les 21 degrés, hier, et un temps à vous donner envie d'enlever quelques pelures, ce n'est pas l'été indien...

Selon les météorologues, cette fameuse période de temps doux qui suit normalement les premières gelées automnales doit satisfaire trois conditions. Elle doit comporter un minimum de trois jours de plus de six heures d'ensoleillement, des températures supérieures à 18 degrés, et survenir entre la fin septembre et la mi-novembre.

C'est bien tant pis... mais seulement deux des trois conditions ont été remplies, soit le nombre de jours de soleil et la période de l'année. Quant au mercure, il est resté sous les 15 degrés de mercredi à vendredi.

A moins que le beau temps ne revienne d'ici à la mi-novembre, on aura raté l'été indien d'à peine quelques degrés. Depuis les cinquante dernières années, c'est ce qui se produit deux fois sur cinq.

Mais quoiqu'en disent les savants météorologues, les Amérindiens du village des Hurons de L'Ancienne Lorette ont la certitude que les derniers beaux jours témoignent de l'arrivée de cet été tardif.

«Les Indiens ne quittent plus la réserve comme ils le faisaient autrefois, a-t-il expliqué. Mais à l'époque, ils attendaient le retour du beau temps pour voyager. C'est par groupe de 100 à 125 personnes, qu'ils allaient sur leur territoire de trappage à cette période de l'année.»

En fait, l'été indien (ou l'été des sauvages) a été observé pour la première fois en Pennsylvanie, aux États-Unis, vers la fin du 18^e siècle. Il s'est ensuite répandu dans les régions de New York et de la Nouvelle-Angleterre, et il a «franchi» nos frontières, vers 1821.

L'observation de cet «été» ne se limite toutefois pas à l'Amérique du Nord. On le retrouve un peu partout dans le monde, sous différents noms.

«On l'appelle l'été de la Saint-Luc, l'été de la Saint-Martin, de la Toussaint et même l'été de la Bonne-Femme...» a précisé Réjean Ouimet, spécialiste en information météo, à Dorval.

Au Canada, l'origine du nom viendrait des Amérindiens, qui comptaient sur cette période de temps doux et sans pluie pour terminer leurs récoltes et se préparer à l'hiver, a rapporté M. Ouimet.

Deux morts accidentelles

■ Au moins deux personnes ont perdu la vie accidentellement au Québec depuis le début de la fin de semaine.

La dernière tragédie est survenue hier matin à Rivière-Ouelle. La victime est Gilles Lévesque, âgé de 23 ans, de Saint-Pascal-de-Kamouraska. Son automobile aurait dérapé dans une courbe.

Vendredi soir, Sylvain Perrault, âgé de 20 ans, d'Asbestos, a péri dans un accident survenu à Sainte-Élisabeth, près de Victoriaville. Son véhicule est allé percuter un pilier de ciment après une perte de contrôle.

Meurtre à Québec

■ Un individu de 25 ans a comparu hier au palais de justice de Québec, pour se voir formellement accuser du meurtre du propriétaire d'un club de danseuses nues, à Vanier.

M. Clément Guillemette, 46 ans, a été abattu d'une balle de calibre .12, dans le terrain de stationnement du bar La Broussaille, vers 1 h du matin.

Plus tôt dans la soirée, le prévenu, Michel Patry, aurait eu une dispute avec sa petite amie, qui danse dans cet établissement de Vanier, près de Québec, et aurait été contraint de partir.

Il serait toutefois revenu armé d'un fusil de calibre .12 tronçonné et aurait abattu le propriétaire, à l'extérieur du bar. La SQ enquête sur les circonstances de ce 16^e meurtre de l'année à survenir dans la région de Québec.

Manif contre le RCM

■ La police de la Communauté urbaine de Montréal est intervenue hier matin rue Saint-Hubert, afin de faire circuler une vingtaine d'employés de la compagnie Miron qui manifestaient devant le local où se réunissent les membres du Rassemblement des citoyens de Montréal, lors du congrès de la section Plateau Mont-Royal du parti.

Vendredi, le juge Jean Marquis de la Cour supérieure, donnait raison à la ville de Montréal et ordonnait à la compagnie Miron de cesser toutes activités d'exploitation de sa carrière et de ne poser aucun geste susceptible d'empêcher la ville de prendre possession du terrain.

Les employés de la carrière Miron, pancartes en main, ont défilés durant quelques heures devant le 3655 de la rue Saint-Hubert, dans l'espoir de se faire entendre par les cinq conseillers présents du RCM. Vers 10 h 30, les manifestants ont finalement pu rencontrer les conseillers Robert Perreault (Laurier), Thérèse Daviau (Saint-Jean-Baptiste), Manon Forget (De Lorimier), André Cardinal (Plateau Mont-Royal) et Michel Prescott (Jeanne-Mance).

Des tours de force pour ébahir les fans

Un rendez-vous d'hommes forts où les Québécois tirent leur épingle du jeu

ROCH CÔTE

■ Ils l'ont fait! Depuis que Samson a jeté à terre les colonnes du temple, les hommes forts doivent étonner la foule, dépasser la mesure et défendre l'honneur national. C'est bien ce qu'ont fait, vendredi soir au Forum, les dix hommes forts du défi Mark Ten devant une foule ravie de plus de 11 000 personnes. Ravie que trois records mondiaux, s'il vous plaît, aient été battus sous ses yeux, dans les tonnes de métal et la sueur d'un grand concours de force.

Sachons donc désormais que l'Américain Bill Kazmayer a couru les 200 mètres en 42,70 secondes avec un sac de sable de 200 livres sur les épaules, que le Britannique Mark Higgins a transporté 3 000 livres sur cinq mètres dans une brouette et qu'enfin l'Islandais Hjalti Arnason a soulevé un poids de 1 900 livres.

Non, les hommes forts n'ont pas déçu. Le record était-il à 2 000 livres, l'un ou l'autre a fait ajouter les 100 ou 200 livres qui ont créé le suspense et fait vibrer la foule. Frissons garantis! Pas de demi-mesure avec les hommes forts, pas de joueurs qui se traînent les pieds après avoir signé le contrat du siècle!

Pour des salaires de foire, les Samson modernes prennent toujours le risque, celui que l'annonceur communiquera à la foule avec le tremolo dans la voix: «Mesdames et messieurs, Marco Fortier nous informe qu'il tentera de battre son record de 1 850 livres au lever de la plate-forme.» Et sur un ton plus haut, en détachant bien chaque syllabe: «Il tentera de lever 1 900 livres!»

Marco Fortier n'aura pas réussi vendredi à battre son record. Mais, même dans l'échec, l'homme fort s'arrête pour saluer la foule, dignement: il n'y a pas de honte à avoir essayé l'impossible.

Surtout qu'en bout de ligne les hommes forts québécois ont

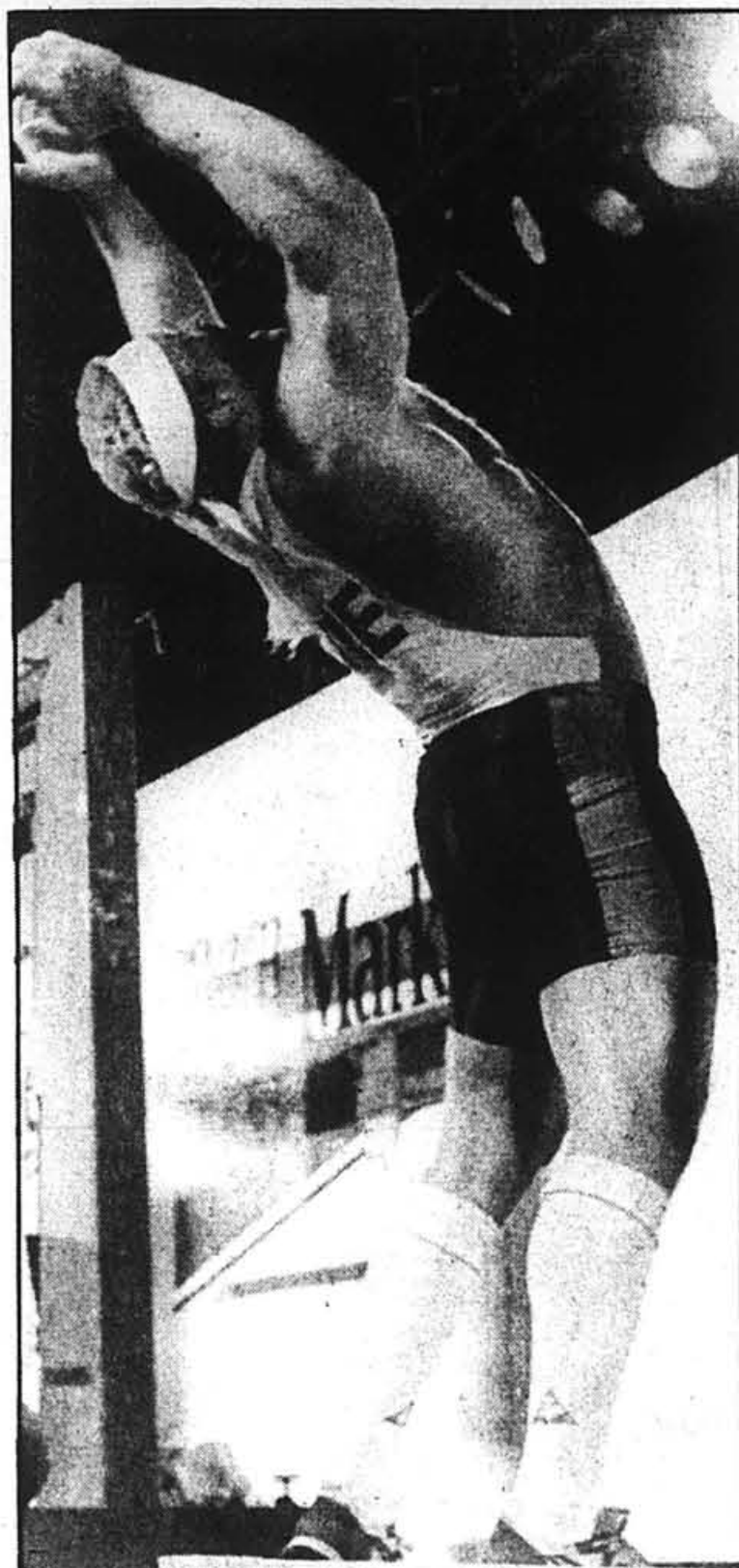
brillamment rempli cette partie de leur mandat populaire qui consistait à défendre l'honneur de la patrie de Louis Cyr. L'équipe québécoise, composée de Robert Dubeau et Marco Fortier, s'est classée première, devant celles de l'Islande, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de la Finlande.

Pour l'œil profane, les Québécois, petits bruns ramassés, n'avaient d'abord pas l'air de taille. Dans les 240 livres et ne mesurant même pas six pieds — 5'8" pour Fortier — les deux héros nationaux, à côté de géants comme l'Anglais de 6'8", paraissaient plutôt s'être trompés de concours.

La première épreuve, le lancer d'une pierre de granit de 25,5 kilos, n'a pas favorisé les petits Québécois. Mais la suite allait prouver à l'œil profane que la force ne se mesure ni en livres ni en pouces. Pour les trois autres épreuves, le lever de la plate-forme, la brouette et la course avec sac de sable, les Québécois avaient pris leur position magique et ont forcé les géants à la démesure. Résultats: sans se classer au premier rang dans aucune épreuve, Dubeau et Fortier ont accumulé assez de points pour déclasser toutes les autres équipes nationales.

Quant aux autres, ils ont eu droit à l'appréciation d'une foule heureuse de voir en action ces «3 000 livres de dynamite», selon l'expression de l'ex-lutteur Édouard Carpentier, présentateur du spectacle.

De la dynamite? Fallait voir ce pauvre Paul Sheedy, 290 livres, 6 pieds 1 pouce, blessé au dos dans le lever de la plate-forme, se faire consoler par sa petite amie, voir ce brave Finlandais de Nummisto, 44 ans, se faire caresser par sa belle Finlandaise ce qui lui reste de mèches blondes, voir les autres, choucouités par leurs «nanas», pour comprendre que l'homme fort, avec ses épaules en talus, n'est pas tellement de la nature de la dynamite que de celle du brie suprême: costaud mais fondant.



Voilà la bonne technique pour lancer à plus de sept mètres une pierre de granit de 25,5 kilos.

PHOTO PIERRE CÔTE, La Presse

La terre a Tremblay hier dans Charlevoix

Presse Canadienne
POINTE-AU-PIC

■ Si l'aïeul Pierre Tremblay et son épouse, Ozanne Achon, passaient une minute avec chacun de leurs descendants, d'affilée, ils auraient un contrat de 125 jours à plein temps, pour rencontrer ceux qui sont au Canada seulement, et plus du double, pour pouvoir serrer dans leurs bras la progéniture américaine.

Hier, au manoir Richelieu, de Pointe-au-Pic, dans Charlevoix, 1 550 Tremblay ou descendants de Tremblay s'étaient donné rendez-vous, sous le thème «Le sens de la famille», dans le cadre d'une réunion de deux jours organisée par l'Association des Tremblay d'Amérique.

«Bien honnêtement, nous n'en attendions pas autant», a remarqué le directeur de l'hôtel et promoteur du projet, M. Jocelyn à Eugène, à Joseph, à Abel, dit «les sept cents», Tremblay. Nous avons même dû refuser 1 200 personnes. Ça vous donne une idée de la popularité de la famille chez les Tremblay.»

Il faut dire qu'il y en a, des Tremblay en Amérique. Les historiens généalogistes estiment qu'ils sont quelque 180 000 au Canada et probablement autant sinon plus aux États-Unis, à descendre de la même souche.

Les ancêtres, Pierre et Ozanne, se sont mariés en 1657 et ont donné naissance à 12 enfants, dont quatre garçons pour perpétuer le nom, à une époque où les enfants prenaient le patronyme du père.

Comme le soulignait un employé de l'hôtel, un descendant de Pierre bien sûr, la terre a «Tremblay» hier dans Charlevoix, et ce n'était pas le fameux tremblement de terre que l'on prévoit pour cette région d'ici quelques années.

Un peu partout, aux abords de l'hôtel, les gens se présentent: «Charles, à Rosaire, à François... Moi, c'est Gérard à Paul, à Roland... etc.» Ils viennent de partout, mais surtout du Québec et de l'Ontario, quoiqu'il y ait une dizaine de représentants venus de Miami, du New Hampshire et du New Jersey.

L'Italie et ses régions sont en vedette au Salon des vins

ROCH CÔTE

■ L'amateur de vin ne peut-
échapper: l'Italie occupe cette année plus du tiers de la surface totale du Salon des vins, à la Place Bonaventure.

La représentation italienne se fait par région. Chaque délégation régionale présente ses vins, en y ajoutant, dans certains cas, l'huile d'olive et les pâtes. Pour la journée de l'ouverture hier, l'amateur pouvait goûter, au stand appelé «cibo italiano», un échantillon des plats du Latium: pâtes à l'huile d'olive, au parmesan et au jambon et dégustation de vins de Frascati.

La Sicile, région vinicole peu connue au Québec, fait valoir ses crus et la qualité de ses huiles d'olives, entre autres une huile de couleur verte, très pure, qui, étendue sur du pain avec des tranches d'olives et des morceaux de piments, vous procure un plaisir gastronomique nouveau. Avec un verre de vin blanc sicilien, le dépaysement est total.

L'Italie est presque toute représentée au salon, y compris les Pouilles, mais on déplore l'absence de régions vinicoles importantes comme le Piedmont et le

Frioul. Cette dernière région fournit pourtant au Québec des vins de qualité à bon marché qui se vendent bien.

La présence massive des Italiens à ce salon souligne leur volonté de percer davantage le marché québécois; on sait déjà que le vin nouveau sera italien cette année, en remplacement du beaujolais nouveau.

Quant à ce dernier, les amateurs peuvent profiter du salon pour passer leurs commandes privées. Mme Colette Gillet, importatrice, a constaté que les gens sont un peu réticents à commander du beaujolais, croyant que les

prix sont très élevés. Selon elle, les prix sont les mêmes que ceux de l'an dernier, soit entre \$13,50 et \$14 la bouteille. Il faut toutefois commander à la caisse, ce qui fait passer la commande à environ \$165. D'autres importateurs demandent entre \$180 et \$190 la caisse.

L'amateur de vins et d'alcools trouvera par ailleurs au salon toute la gamme des produits habituels. L'ex-directeur du Palais des Congrès, Yves Michaud, recyclé dans les vignes, occupe un stand avec des importations où dominent les vins de la Loire.

Les producteurs québécois y ont réservé leur place, entre autres ceux de Dunham, dans l'Estrie, avec l'Orpailleur, vin blanc sec de type alsacien, et une nouveauté, le Primardoise, rouge, offert en primeur: certains amateurs le comparant à un vin du Roussillon, d'autres à un rouge de la Loire ou encore à un Côte du Rhône.

Le Salon des vins se tient en même temps que deux autres, soit celui de l'agriculture et de l'alimentation et celui des plaisirs de la table. Le tout coûte \$6 d'entrée et se termine le dimanche 25 octobre.

Un document rendu public au Sommet du Commonwealth révèle que l'économie de l'Afrique du Sud est très ébranlée

JOHNEED KHAN
envoyé spécial de La Presse
VANCOUVER

La campagne britannique pour discréditer la stratégie de sanctions comme arme anti-apartheid a fait boomerang au 28^e sommet

du Commonwealth qui a conclu à son efficacité et à la nécessité de la resserrer, de l'approfondir et de l'étendre.

La conférence a même produit pour la première fois un rapport chiffré citant des statistiques sud-africaines et indiquant que l'éco-

nomie de l'Afrique du Sud avait été fortement ébranlée en dépit du fait que la Grande-Bretagne, son principal partenaire économique, refusait de participer aux sanctions.

Ce document établit notamment que l'Afrique du Sud subit depuis 1985 une fuite de capitaux estimée à \$10 milliards, que le chômage et l'inflation sont à la hausse, que le rand est en baisse et que l'économie stagne malgré le fait que l'Afrique du Sud dispose d'un vaste réservoir de cheap labour.

«C'est plutôt absurde de la part de ceux qui refusent d'appliquer des sanctions de prétendre ensuite qu'elles ne marchent pas; même un enfant peut comprendre ça», a dit le premier ministre Brian Mulroney, président du sommet.

Il a d'autre part défendu les pays de «première ligne» en butte à la déstabilisation sud-africaine en affirmant que «obliger ces pays à adopter des sanctions totales contre l'Afrique du Sud équivaldrait à les pousser au suicide économique». «Notre tâche est plutôt de les aider à s'affranchir de leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud, une dépendance héritée du colonialisme».

«Le ministre sud-africain des Finances Wynand du Plessis, qui parlait jeudi devant le congrès du Parti national dans la province de Natal, a lui-même dit qu'il ne fallait pas sous-estimer l'effet négatif des sanctions», a affirmé le

premier ministre australien Bob Hawke.

Il parlait vendredi soir en conférence de presse conjointe avec ses homologues indien Rajiv Gandhi et zimbabwéen Robert Mugabe, et avec le président zambien Kenneth Kaunda, à leur retour de leur «Retraite» de Kelowna et après la publication de la Déclaration d'Okanagan sur l'Afrique australe et du Programme d'action contre l'apartheid.

Réagissant dès hier matin dans deux interviews et revenant à la charge en conférence de presse hier après-midi, le premier ministre britannique Margaret Thatcher s'est efforcée de faire valoir que son point de vue «avait triomphé» parce que le Programme d'action «ne mentionne aucune nouvelle sanction concrète et précise».

Le secrétaire-général Sridath Ramphal, qui l'avait précédée en conférence de presse de clôture aux côtés du premier ministre Brian Mulroney, y a répliqué en déclarant: «Si nous avions énuméré de nouvelles sanctions, on aurait dit pourquoi une nouvelle liste puisque vous n'avez même pas appliqué les sanctions sur votre ancienne liste, a-t-il dit. Le message de Vancouver est clair: les sanctions restent une priorité, un processus dynamique, et Britha ne peut supporter la pression».

Mulroney a affirmé pour sa part: «Le sommet a conclu que les sanctions sont efficaces, qu'on doit continuer à les appliquer et qu'on va continuer à les appliquer».

Il a dit que les discussions avec Mme Thatcher avaient été «viriles». En fin de journée hier, Rajiv Gandhi a pour sa part indiqué que les 48 autres pays membres

n'avaient pas tenté de faire changer d'avis à Mme Thatcher «parce que nous n'avions pas de temps à perdre et que nous avions mieux à faire».

Plus tôt dans la journée, les résultats d'un sondage rendus publics en Afrique du Sud avaient indiqué que deux Sud-africains noirs sur trois étaient en faveur de sanctions internationales pour accélérer la fin de l'apartheid et obliger le régime de Pretoria à négocier avec la majorité non blanche un régime de démocratie non raciale dans le pays.

L'originalité du Programme d'action de Vancouver réside dans le fait que le Commonwealth veut examiner l'application des sanctions existantes, identifier les mécanismes par lesquels Pretoria les contourne, renforcer leur respect, y ajouter éventuellement de nouvelles sanctions et porter la campagne aux États-Unis, à la CEE, au Japon et à l'ONU.

Les études d'experts qui seront commandées par le secrétariat ainsi que les travaux du Comité ministériel présidé par le Canadien Joe Clark risquent fort de mettre la Grande-Bretagne sur la sellette comme maillon essentiel de la stratégie anti-sanctions de l'Afrique du Sud.

De petits États abritant des paradis fiscaux ou vulnérables aux pressions des banques et des multinationales auront par ailleurs besoin du soutien du Commonwealth pour se détacher le cas échéant des circuits clandestins servant au renforcement de l'apartheid.

Quant aux nouvelles sanctions que le Canada entend prendre, le premier ministre Mulroney a indiqué hier qu'elles seront annon-

cées en temps et lieu aux Commu-

nes. Il a aussi précisé que la décision prise à Vancouver de combattre «la propagande et la désinformation de l'apartheid» sera concrétisée par la mise sur pied d'un centre de presse sur l'Afrique du Sud dans l'un des pays «de première ligne».

La polémique entre le gouvernement Thatcher et les autres s'est malgré tout intensifiée hier, Mme Thatcher traitant le Congrès national africain (ANC) de «terroriste» et le Dr Johnstone Makatini, secrétaire international de l'ANC, affirmant lors d'un rassemblement public que «Mme Thatcher a perdu contact avec le monde réel».

Makatini avait affirmé la veille que l'abandon des sanctions par le Commonwealth pousserait le peuple sud-africain au désespoir et forcerait l'ANC à abandonner «la violence sélective» et à opter pour «la guerre révolutionnaire». Il avait ajouté que l'ANC pourrait alors s'en prendre aux firmes multinationales britanniques.

Pour sa part, Rajiv Gandhi a rappelé hier quelques-uns de la montée du racisme et du nazisme en Allemagne dans les années 1930, les Britanniques avaient réagi de manière divisée: «Chamberlain avait opté pour l'apaisement de Hitler, alors que Churchill préchait la résistance; on connaît la suite».

Le Commonwealth voulait faire de son 28^e sommet celui du renouvellement et du réajustement en évitant que l'apartheid ne monopolise les débats comme il le fait depuis deux ans. Mme Thatcher en a voulu autrement mais elle a obtenu des résultats diamétralement opposés à ceux qu'elle souhaitait.

Le Canada victime de désinformation, estiment des chefs du Commonwealth

PIERRE APRIL
de la Presse Canadienne
VANCOUVER

Pendant les cinq jours consacrés à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui a pris fin hier à Vancouver, les porte-parole britanniques ont pris un malin plaisir à mettre en doute la compétence de l'hôte et du président de l'événement, le premier ministre Brian Mulroney, et à critiquer d'un même souffle la position canadienne sur les sanctions contre l'Afrique du sud.

Au cours d'une séance d'information qui a suivi, tard en soirée vendredi, le retour des chefs de gouvernement de la retraite du lac Okanagan, quatre participants sont venus à la rescousse de M. Mulroney.

Les premiers ministres de l'Australie, Robert Hawke, du Zimbabwe, Robert Mugabe, de l'Inde Rajiv Gandhi, et le président de la Zambie, Kenneth Kaunda, ont loué le chef du gouvernement canadien, défendu sa position et fustigé la Grande-Bretagne.

«Le premier ministre canadien, a souligné M. Kaunda, a présidé la réunion de façon très efficace... Je relève cette question parce qu'il y a eu une campagne délibérée et je crois que c'est incorrect de dire que M. Mulroney n'a pas dirigé cette rencontre de bonne façon».

«Nous avons accepté de laisser la Grande-Bretagne prétendre le contraire, a-t-il poursuivi, elle a le droit d'être dans l'erreur, c'est une nation indépendante, mais il y a 48 des 49 pays du Commonwealth qui disent "bien fait Brian Mulroney, bien fait gouvernement du Canada, bien fait Canadiens"».



Le premier ministre australien, M. Robert Hawke

Quant à la position de la Grande-Bretagne sur la question de l'accroissement des sanctions contre le régime de l'apartheid, les chefs de gouvernement ne l'ont tout simplement pas acceptée.

Le premier ministre australien, Robert Hawke, a accusé Margaret Thatcher d'avoir incité ses porte-parole à mener une campagne de désinformation contre la position canadienne d'abord et l'efficacité des sanctions, ensuite.

«Tout cela a commencé, a-t-il dit, au début de la semaine lorsque des histoires sont apparues dans la presse britannique prétendant que la position canadienne était hypocrite parce que le Canada avait effectivement accru ses échanges commerciaux avec l'Afrique du sud. C'est une déclaration abominablement fautive».

«Si vous regardez les chiffres pour les six premiers mois de

l'année en cours, a précisé M. Hawke, vous constaterez une diminution de 52 pour cent de ce commerce avec l'Afrique du sud. Qu'on puisse prétendre autre chose, cela défie notre imagination. Nous trouvons cela tout à fait injuste envers le gouvernement, le premier ministre et le peuple canadiens.»

Le premier ministre du Zimbabwe, Robert Mugabe, a relancé son homologue australien. «Je suis vraiment dégoûté, a-t-il dit, par ce que je considère être une façon malhonnête d'informer le public sur des événements aussi cruciaux.»

Discrédit

Pour M. Mugabe, cette attitude ne fera que discréditer la Grande-Bretagne et son gouvernement. «Nous croyons, a-t-il dit, que la dame de fer n'a rien compris; peut-être a-t-elle délibérément décidé d'être dans l'erreur. C'est ainsi qu'elle obtient l'appui de ses électeurs en Grande-Bretagne, mais ce n'est pas ainsi qu'elle assurera celui des autres pays du Commonwealth.»

Pour les Africains, l'attitude de Margaret Thatcher s'expliquerait par le fait que la Grande-Bretagne demeure le plus important partenaire économique de l'Afrique du sud.

«Le fait que la Grande-Bretagne, a indiqué Robert Mugabe, est le plus important partenaire de l'Afrique du sud, avec des investissements colossaux dans ce pays, justifierait, semble-t-il, ses craintes de voir son économie fortement touchée par une interruption du commerce et l'application de nouvelles sanctions.»

Pour le premier ministre du Zimbabwe, Mme Thatcher a adopté une attitude carrément raciste.

Les Conservateurs commencent à regagner de la popularité auprès des Canadiens

Canadian Press

La cote de popularité du Parti conservateur a grimpé de cinq points au cours du dernier mois, pour atteindre 28 p. cent, révèle un sondage de la maison Angus Reid publié hier dans *The Gazette*.

Selon ce sondage, les partis libéral et néo-démocrate se retrouvent nez à nez, et peuvent compter sur l'appui de 35 p. cent des électeurs décidés. Le pourcentage des répondants indécis n'a pas été révélé.

C'est au Québec que les conservateurs ont effectué la remontée la plus spectaculaire, gagnant neuf points pour atteindre 29 p. cent de soutien de l'électorat. Toujours au Québec, les libéraux ont chuté de 10 points, reculant à 25 p. cent des répondants, tandis que le NPD gagnait deux points pour atteindre 43 p. cent.

D'autre part, l'enquête démontre que le projet de libre-échange obtient plus d'appuis depuis la signature du traité préliminaire avec les États-Unis. Une majorité (59 p. cent) de Canadiens se disent cependant favorables au déclenchement d'élections sur le thème du libre-échange, tandis que 37 p. cent ne voient pas la nécessité d'une telle consultation populaire.

Autre donnée du sondage: 49 p. cent des répondants affirment être en faveur du libre-échange, ce qui représente une hausse de sept points depuis le mois d'août.

En Ontario, cependant, le libre-échange a été rejeté par 49 p. cent des répondants, tandis que seulement 41 p. cent ont appuyé le projet.

Le sondage a été conduit pour le compte de la chaîne *Southam News* entre les 7 et 14 octobre, soit une semaine après la signature du traité avec Washington, auprès de 1316 adultes.

Un sondage d'Angus Reid effectué un mois plus tôt accordait 23 p. cent de soutien populaire aux conservateurs, 38 p. cent aux libéraux et 36 p. cent aux néo-démocrates.

Le plus récent sondage diffère cependant d'une enquête Gallup réalisée durant la deuxième semaine d'octobre qui diagnostiquait une chute de deux points de la popularité des conservateurs: de 25 à 23 p. cent.

C'est en Ontario, au Québec et dans les provinces maritimes que la proportion de Canadiens souhaitant des élections sur le libre-échange était la plus élevée: 60 p. cent.

En Colombie-Britannique et dans les Prairies 54 p. cent de répondants partageaient cette opinion.

Selon la maison de sondage Angus Reid, l'amélioration de la position des conservateurs sur l'échelle de popularité semble découler directement de la signature du traité avec les États-Unis.

loto-quebec Résultats

Tirage du 87-10-17

649 Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

4 14 15 23 40 49

No complémentaire: 2

GAGNANTS LOTS

0	2 125 425,00\$
3	267 646,10\$
246	2 496,00\$
13 935	84,70\$
281 569	10,00\$

Ventes totales: 16 753 017,00\$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 3 500 000,00\$

Tirage du 87-10-17

SELECT Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

18 22 26 32 35 37

No complémentaire: 21

GAGNANTS LOTS

6/6	0	500 000,00\$
5/6 +	2	30 639,00\$
5/6	47	869,20\$
4/6	2 673	68,70\$
3/6	44 939	5,00\$

MISE-TÔT: 20 22 26 39

GAGNANTS LOT

131	381,60\$
-----	----------

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF): 700 000,00\$

VENTES TOTALES: 1 990 763,00\$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

loto-quebec Résultats

Provincial Tirage du 87-10-16

NUMÉROS	LOTS
2262418	500 000 \$
262418	50 000 \$
62418	1 000 \$
2418	100 \$
418	25 \$
18	10 \$

Le billet donne droit à cinq tirages consécutifs.

La Mini Tirage du 87-10-16

NUMÉROS	LOTS
582662	50 000 \$
82662	5 000 \$
2662	250 \$
662	25 \$
62	5 \$
58266	1 000 \$
5826	100 \$
582	10 \$

Le Quotidien Semaine du: 87-10-12

	3	4
LUNDI	591	1988
MARDI	245	2143
MERCREDI	070	8407
JEUDI	381	0062
VENDREDI	055	9467
SAMEDI	684	6540

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

SALON DE LA PME 87

Venez préparer votre plan d'affaires avec nous

30-31 octobre et 1^{er} novembre 1987
au Palais des Congrès de Montréal

EN COLLABORATION AVEC: La Presse, PME LE MAGAZINE PME, AIR CANADA, Société Radio-Canada, Location Pierre Lafleur Ltée, RADIO CITE 102.7

Au cœur de la réussite de chacun de ces bâtisseurs: une vision... et un Plan d'affaires bien préparé et bien exécuté.

Les 30, 31 octobre et 1^{er} novembre prochain, venez préparer votre Plan d'affaires avec nous au Salon de la P.M.E. 1987.

Venez rencontrer les plus grands experts et obtenez gratuitement votre copie du Guide du Plan d'affaires vous indiquant la meilleure marche à suivre.

Le Salon de la P.M.E. 1987, le rendez-vous des 153 000 P.M.E. québécoises.

La GRC s'est conduite de façon inavouable en 1945 à l'égard du transfuge soviétique Gouzenko, affirme sa veuve Svetlana

Presse Canadienne
TORONTO



Svetlana Gouzenko

La veuve du célèbre transfuge soviétique Igor Gouzenko affirme que la Gendarmerie Royale a subtilisé de l'argent que le gouvernement canadien destinait à son mari, après que ce dernier eut déserté l'ambassade d'URSS à Ottawa en 1945, afin de mettre à jour un réseau d'espions exerçant au Canada et dans toute l'Amérique du Nord.

« Nous pensons tout simplement qu'ils (les policiers de la GRC) sont une bande de voleurs », a déclaré Mme Gouzenko lors d'une entrevue télévisée.

« Ils ont empêché l'argent. Rayé des dépenses des livres... \$100 000 en dépenses ».

Svetlana Gouzenko affirme qu'Ottawa n'a pas accordé de nouvelle identité à sa famille avant le décès de son époux en 1982, alors qu'on le leur avait depuis longtemps promis en échange des services rendus au gouvernement canadien par M. Gouzenko.

La famille de l'ancien commis du chiffre du GRU (service de renseignement de l'Armée rouge) avait donc dû lui-même s'inventer un nouveau nom afin d'échapper aux représailles soviétiques, mais cette pratique a causé beaucoup d'ennuis au couple et per-

turbé longtemps sa vie quotidienne.

L'entrevue, réalisée par le réseau en langue anglaise de Radio-Canada (CBC) et qui doit être présentée demain soir aux téléspectateurs du sud de l'Ontario, constitue la première apparition télévisée de Mme Gouzenko.

L'émission traite de nombreuses facettes déjà connues de cet épisode célèbre de la guerre secrète, mais les durs propos tenus par sa femme ajoutent une touche dramatique au rappel historique de la défection de M. Gouzenko.

Aucun commentaire

Une porte-parole de CBC a fait savoir que la GRC avait refusé de commenter les accusations portées par l'épouse du dissident.

Igor Gouzenko, alors âgé de 26 ans, était en poste à l'ambassade d'URSS à Ottawa lorsqu'il s'est enfui de celle-ci, il y a 42 ans, emportant avec lui de nombreux documents secrets.

Les informations contenues dans ceux-ci devaient ensuite permettre de démanteler plusieurs

réseaux soviétiques et de traquer de nombreux espions devant les tribunaux.

On a même estimé que ces événements avaient contribué à déclencher la Guerre froide.

Cagoule

Gouzenko, qui a semblé mener une vie normale en tant qu'immigrant soviétique, portait toujours une cagoule lors de ses occasionnelles apparitions télévisées comme ce fut le cas au cours du quiz « Front Page Challenge ».

Le fait que sa famille habite Mississauga, en banlieue torontoise, n'est devenu public que lors des récentes années.

Les responsables fédéraux de la sécurité ont déjà admis que les autorités soviétiques connaissaient depuis toujours l'adresse des Gouzenko et de leur huit enfants, même si celle-ci et la fausse identité de la famille n'avaient jamais été révélées publiquement.

D'autre part, Mme Gouzenko nie que le gouvernement fédéral ait fourni une maison au couple.

Elle et son mari ont eux-mêmes

payé celle-ci, soutient-elle, grâce aux bénéfices réalisés sur des placements dans l'immobilier et grâce à l'argent obtenu par M. Gouzenko d'un magazine, par la cession de droits

cinématographiques et la publication de ses écrits, explique-t-elle.

Mme Gouzenko nie également que son mari était un alcoolique. Il était diabétique et incapable de boire, explique-t-elle.

Ralph Nader conseille aux Canadiens de passer à la loupe l'accord sur le libre-échange

Presse Canadienne
EDMONTON

Les Canadiens feraient bien d'examiner à la loupe les motifs américains avant d'accepter les arguments avancés par le gouvernement à propos du libre-échange, a déclaré M. Ralph Nader, le célèbre défenseur des consommateurs aux États-Unis.

Le milieu des affaires américain, mené par le président Ronald Reagan, a déjà démontré une partie de son pouvoir en obligeant le Canada à adopter une nouvelle loi en matière de brevets pharmaceutiques, a déclaré M. Nader, présent à Edmonton pour célébrer la Semaine nationale de coopération.

La loi des brevets pharmaceutiques, protégeant les découvertes scientifiques des multinationales, n'est qu'un exemple de la façon dont le libre-échange peut permettre aux États-Unis de dominer l'économie et la culture canadiennes, a précisé M. Nader vendredi.

« Il s'agissait là de pressions de la part de M. Reagan et des multinationales, faisant valoir au premier ministre canadien Brian Mulroney que l'adoption de cette loi serait une première indication de sa bonne foi; mais c'était de la mauvaise foi pour les consommateurs », a ajouté M. Nader.

« Ce n'est que le premier cas où le Canada a été ramené au plus petit dénominateur commun avec les États-Unis, dans un sec-



M. Ralph Nader

teur où il était pourtant incontestablement supérieur. »

« L'édition sera probablement le prochain secteur touché, mais qui sait quelles sont les exceptions, quel est le texte final, quelles lois américaines vont modifier les éléments de l'entente. »

M. Nader a déclaré que les Canadiens devraient se préoccuper d'une entente de libre-échange qui est accueillie favorablement avant même que quiconque sache ce qu'elle signifie exactement.

« La stratégie de M. Mulroney, c'est d'en parler de façon très générale, de passer à travers les débats politiques nationaux et provinciaux, et alors seulement laisser la population canadienne découvrir à quoi tout cela rime. »

Les préposés au tri postal retournent au travail graduellement et dans le calme

Presse Canadienne

Après une grève de 17 jours, c'est dans le calme que les préposés au tri sont graduellement retournés hier dans les centres postaux du pays, se soumettant ainsi à la loi spéciale les obligeant à reprendre le travail sous peine d'importantes sanctions.

Le porte-parole de la Société canadienne des postes Ed Rorworth a affirmé que l'on n'avait signalé aucun ralentissement du travail à Toronto, le centre postal le plus occupé du Canada.

« Il faudra quelques jours pour que la poussière retombe », a-t-il toutefois ajouté.

Le Syndicat canadien des postiers a déclaré qu'il n'était pas question de défer la loi fédérale

et les travailleurs de toutes les régions ont repris le travail sans incident.

Jean-Claude Parrot, président du syndicat de 23 000 membres, a cependant condamné le geste du gouvernement conservateur et a promis que les postiers continueraient de se battre.

« La loi est injuste, elle est répressive et elle favorise l'employeur », a déclaré vendredi M. Parrot, lors d'une conférence de presse.

Selon lui, la loi spéciale « sert à imposer ce que l'employeur n'a pu obtenir lors des négociations: une stratégie de privatisation et de main d'oeuvre à bon marché ».

Charte des droits

Parmi les moyens privilégiés

par le syndicat pour poursuivre la lutte, on note la possibilité de contester la loi spéciale devant les tribunaux en invoquant le fait qu'elle violerait la Charte des droits.

La menace d'empêcher les responsables syndicaux de détenir des postes de direction au sein du syndicat s'ils défient la loi contreviendrait, selon certains, au droit à la liberté d'association prévu à la Charte.

Jean-Claude Parrot a également indiqué que les postiers feront appel à la population canadienne, déjà mécontente des coupures survenues dans le service postal, en particulier dans la livraison du courrier à domicile.

De plus, le syndicat prépare d'autres types d'action qui ne transgresseront pas la loi mais qui causeront malgré tout des « surprises » aux administrateurs de Postes Canada, a conclu M. Parrot.

Un vendredi agité

Si la journée d'hier a été calme, les dernières heures de grève vendredi ont été passablement agitées à certains endroits.

À Toronto, les policiers enquêtent sur un incendie criminel qui

a fait exploser un camion rempli de courrier vendredi soir vers minuit.

Le porte-parole de Postes Canada a toutefois affirmé qu'aucun postier membre du syndicat ne travaillait à l'endroit où le camion se trouvait.

À Halifax, quelque 400 postiers ont mené une bruyante manifestation vendredi soir, au point où les policiers ont appelé à la rescousse des camions d'incendie pour contrôler la situation.

Sur la colline parlementaire à Ottawa, une centaine de grévistes ont célébré le 61ème anniversaire de la transformation de Postes Canada en société de la Couronne.

Des ballons, un gâteau d'anniversaire surmonté de chandeliers et plusieurs clowns, ont contribué à souligner l'événement.

À Calgary, les manifestants ont défilé devant les bureaux du ministre responsable de la Société canadienne des postes, M. Harvie Andre, en scandant des slogans parfois vulgaires.

Ils en ont toutefois modifié les paroles après que les policiers les eurent menacés d'arrêter quiconque proférerait des obscénités en public.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

705 HYPOTHÈQUES

AAA 1ère, 2e, balance vente rapide, notaire Loberger 729-4334.
ACCEPTATION en 7 jours, 1ère et 2e hypothèques. Colasse Pop. St-René Gaspil, 321-2610.
ARGENT à prêter, 2e hypothèque, prêt balance de vente, tous à discuter. Guy Goyette notaire, 875-9277 Jour.
PREMIÈRE et deuxième hypothèque, achetez balance de prix de vente. Privé, 272-5644.
1ÈRE ET 2È HYPOTHÈQUE. RAPIDE. FINANCEM L'ÉE, 845-2377.
1ÈRE ET 2È HYPOTHÈQUE 85% de l'évaluation de la propriété résidentielle et commerciale CREDIT VIA. 253-3334

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ACHAT de condo-hôtel Cabarete, République. Bon rendement. Site de choix. 444-7062 ou 845-6890.
ACHETONS brevets, inventions, commerces et autres. Vente, marketing, finance. 527-8566.
AVONS 15 millions à investir immédiatement. Projets à haut rendement seulement. 527-8566.
DEVENEZ distributeur indépendant, produit exclusif, bon revenu; léger capital requis ou solvable. M. Emond 522-2011.
INVESTISSEUR avec ligne de fonds complète recherche partenaire. Doit avoir de l'expérience dans la vente de bijoux. La personne intéressée doit être disposée à déménager en Ontario si nécessaire. Faire parvenir votre cv. à La Presse, ref. 1500, C.P. 6641 Succ. A, MH H3C 3E3.

PLACEMENT IMMOBILIER

Déductions 1987: 38,000\$ environ. Rendement exceptionnel. Garantie de location incluse. D. Chartrand, Adm. A. Imm. Lanbec Courtiers, 875-5873, soir: 466-2876.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PLUSIEURS nouveaux produits (brevets) et concepts commerciaux, très lucratif. A vendre ou licence. 428-2534.
RESTAURANT beaucoup de potentiel, St-Urbain près Dorchester, Mirabelle Ménard, 337-4641, Trust Général.
SÉRAT INTERESSE à acheter imprimerie. 521-4366.

STE-ADELE

Maisons avec piscine, 50,000 pi. cor. de terrain, 200 pi du lac, tennis, financement à 100% disponible. Henri Cousineau 845-5445.

VENEZUELA

agence immobilière Québecois étroit au Venezuela depuis 15 ans, propriétaire exclusif d'un développement touristique et récréatif, en montagne d'un superficie de 360 acres (ce qui est un petit paradis sur terre). Recherche des agences immobilières de réputation et d'expérience reconnue pour vendre au Canada. Le développement est actuellement réalisé à 75% et comprend 200 unités dont 100 déjà vendues localement. Téléphoné entre 10h et 18h au 352-6465, M. Jules.

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des PROPOSITIONS D'AFFAIRES pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

288-7111
INTERURBAIN SANS FRAIS 1-800-361-8013
ANNONCES ENCADRÉES 288-7000

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

VOUS désirez investir dans l'immobilier? Nous avons clients prêts, garantie par hypothèque, grandement supérieur au marché. Étude de notaire Schiavon & Gagliardi. 875-7166

712 ASSOCIÉS DEMANDES

ASSOCIE pour composite biologique, capital à discuter. Int. 279-9551

715 SERVICES FINANCIERS

FONDS pour commerce, industrie, affaires, opportunités, etc. DENCOL MTG - 342-1334

718 ARGENT DEMANDE

AVONS 15 millions à investir immédiatement. Projets à haut rendement seulement. 527-8566.
BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.
NOUS avons clients prêts, intérêts 12% et plus, nous avons garantie par hypothèque. Étude de notaire Schiavon & Gagliardi. 875-7166.
PARTICULIER cherche 1250,000 en 1ère hyp., 11%, 3 ans - terme 25, sur 2 semi-commerciales, revenu 60,000. Int. 681-7314.

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

COMPTABILITE, tenue de livres, de qualité. 669-9356.

Centre de croissance ÉCOUTE TON CORPS

VOUS CROYEZ-VOUS MALADE?

Rassurez-vous! Vous n'êtes pas vraiment malade. Une malaise, une maladie, une dépression sont tout simplement le début de la guérison.

Quand vous devenez conscient d'une maladie, cela veut dire que la cause de cette maladie existe depuis un certain temps. Quand votre âme souffre assez, elle vous fait devenir conscient du problème pour que vous décidiez de faire quelque chose.

La cause est toujours quelque chose que vous faites, dites ou pensez qui n'est pas bénéfique pour vous, c'est-à-dire à l'encontre des lois de l'amour.

Malheureusement, plusieurs personnes reçoivent tellement d'attention avec leur maladie (du médecin, de la famille, au travail, etc...) qu'elles continuent à alimenter cette maladie plutôt que d'en trouver la cause.

L'énergie utilisée pour entretenir une maladie est énorme. Imaginez tout ce que vous pourriez faire de fantastique avec cette énergie une fois la maladie disparue.

Voici les causes de quelques maladies que les gens entretiennent longtemps:

DIABÈTE: Avec cette maladie, le corps dit: «Veux-tu arrêter de penser à ce qui aurait pu arriver de différent dans ta vie. Lâche le passé! Vis ton moment présent et prends plaisir de chaque instant. Commence à te faire plaisir à toi plutôt que de toujours penser aux autres. En faisant plaisir aux autres, tu tentes de les contrôler et ce n'est pas bénéfique pour toi.»

HYPOLYCEMIE: Même signification que le diabète.

ASTHME: Votre corps vous dit: «Arrête de penser qu'on veut t'étouffer. La ou les personnes qui t'aiment d'un amour étouffant ne savent pas aimer autrement. Ils t'aiment au meilleur de leurs connaissances. Il n'en tient qu'à toi de respirer pour toi-même, c'est-à-dire d'arrêter de te laisser limiter par les autres. Tu as besoin d'espace et tu dois le réclamer toi-même en t'affirmant. Aussi, tu dois te laisser aller à pleurer et non te retenir quand tu en as le désir.

« Cette chronique n'est pas nécessairement le sujet du cours de la semaine. »

Le Centre écoute ton corps offre une soirée d'information gratuite le jeudi 22 octobre à 19 h 30. Une nouvelle série de 10 semaines débutera le vendredi soir 23 octobre à 19 h 30. Prière d'appeler pour réserver. Nombre limité de places.

Montréal 382-7361 - Régions extérieures (sans frais) 1-800-361-3834

Informer

Le racisme et les médias



CLAUDE GRAVEL
Directeur de l'information

Dans une société qui se veut civilisée, le racisme est haïssable. De même que la discrimination selon la religion, la langue ou l'origine. Les médias ont le devoir de ne pas envenimer les relations entre les citoyens par d'inutiles allusions raciales, surtout dans une ville où les groupes ethniques, les religions et les langues se comptent par dizaines.

Mais que faire lorsque le dévoilement de la race, de la religion ou de la langue d'un citoyen importe à la bonne compréhension d'un événement? Pour ne pas sembler discriminatoire, faut-il que l'information devienne aseptisée? Faut-il que l'information, qui doit être conforme aux faits et la plus complète possible, devienne tronquée, passe sous silence des faits majeurs? Pour ne pas se faire accuser de racisme, faut-il qu'un journal ne dise plus à ses lecteurs ce qui se passe autour d'eux?

À écouter certaines critiques qui parviennent parfois à la Rédaction de La Presse (il en est sans doute ainsi dans les autres salles de rédaction), les médias devraient toujours pudiquement taire ces éléments d'information. Ainsi, les acteurs d'un événement ne devraient avoir ni sexe, ni couleur, ni langue, ni croyances religieuses, pour devenir tous des « personnes humaines ». Certains confrères sont bien près de céder à cette tentation de rendre parfois l'information incomplète pour éviter qu'on la qualifie de raciste.

Trois exemples: La semaine passée, un jeune homme a été abattu à la réserve de Kahnawake parce qu'on l'avait pris pour un voleur de cigarettes. Nous avons publié la nouvelle, comme tout le monde, mais nous avons aussi écrit que le jeune homme était de race blanche.

Des lecteurs se sont plaints de ce que nous avons précisé la race de la victime. Il nous semblait, en effet, que ce détail était, sinon capital, du moins intéressant: il établissait hors de tout doute que la victime n'était pas un Amérindien. Nous n'avons pas dit que les Amérindiens étaient des tueurs de Blancs; nous n'avons pas dit que le jeune homme avait été tué parce qu'il était Blanc; nous avons simplement établi que la victime ne vivait pas à Kahnawake et qu'elle était de race blanche.

Au début du mois d'août, une bagarre est survenue au parc Marquette entre une centaine de partisans montréalais et new-yorkais de deux équipes de soccer. Quelque 75 policiers ont dû intervenir; un New-Yorkais a été blessé. Il s'en est fallu de peu pour que la bagarre ne tournât au tragique, car 3 000 personnes assistaient au match.

Présentée ainsi — et c'est ainsi que la radio de Radio-Canada la présentait — la nouvelle établit que les Montréalais et les New-Yorkais en sont venus aux coups lors d'un match opposant des joueurs de soccer de leurs villes respectives. La nouvelle est vraie, en ce sens que tous les éléments d'information sont vrais. Elle devient tronquée lorsqu'on sait ceci: la très grande majorité des joueurs et des spectateurs

étaient d'origine haïtienne.

Le dire, est-ce verser dans le racisme? Certains journalistes l'ont cru, puisqu'ils ont choisi le silence. A La Presse, c'est tout naturellement que nous avons précisé que joueurs et spectateurs étaient d'origine haïtienne. Nous n'avons pas écrit que les Haïtiens étaient des bagarreurs; nous avons écrit que le match de soccer opposait des joueurs d'origine haïtienne et que les spectateurs étaient aussi d'origine haïtienne. Dire qu'ils étaient de Montréal et de New York sans préciser leur ethnicité, c'était rendre l'information incomplète.

En juin 1980, nous avons publié que la police de Communauté urbaine de Montréal avait démantelé un réseau de prostitution et fermé un bordel. Caractéristique: tous les clients étaient des Juifs. Le propriétaire de cette maison close avait à ce point ciblé sa clientèle qu'il organisait des « journées internationales » pour les Noirs ou les Chinois. Nous l'avons écrit. Le but du propriétaire était évidemment de tromper la vigilance de la police, qui est majoritairement blanche et canadienne-française.

Une plainte a été portée contre La Presse au Conseil de presse du Québec. On nous accusait de nous être rendu coupable de discrimination. Après avoir étudié les arguments des parties, les membres du conseil ont majoritairement décidé que la plainte était non fondée.

Je cite de larges extraits de la décision du Conseil, car nous y souscrivons: « La liberté de la presse et, partant, le droit du public à l'information, seraient gravement compromis si la presse devait s'interdire de renseigner le public sur des sujets d'intérêt public sous prétexte qu'ils sont l'objet de quelque tabou. Il en serait de même si, en renseignant le public sur certaines questions, la presse devait se plier à quelque philosophie ou courant d'idées dans sa façon d'aborder les événements. »

« Ce droit et cette liberté seraient tout aussi gravement compromis si la presse, se soustrayant aux règles de l'éthique journalistique, ou faisant fi des exigences de rigueur, d'exactitude, d'honnêteté que lui imposent sa fonction et sa responsabilité d'informer, donnait une image déformée des faits, travestissait les événements, et adoptait, à l'égard des personnes ou des groupes, des attitudes propres à entretenir les préjugés ou à les discréditer auprès de l'opinion publique. »

« Or, dans le présent cas, les mentions de l'origine ethnique des clients de la maison close étaient non seulement pertinentes à la nouvelle en question, mais n'étaient aucunement discriminatoires. »

« Le dévoilement de l'identité ethnique ou religieuse d'une personne est justifiable lorsqu'il est exigé par la cohérence du récit et l'orsqu'il constitue une condition essentielle de sa véracité. Dans le présent cas, la journaliste s'en est tenue à rapporter les faits en situant l'événement dans son contexte particulier. »

« D'autre part, les caractères qui différencient ou distinguent les personnes les unes des autres — qu'il s'agisse de la race, de la couleur, du sexe, de la religion, de la langue, de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle, etc. — ne sont pas nécessairement discriminatoires du seul fait de leur évocation. »

LA LANGUE BIEN PENDUE

PAR LA SOCIÉTÉ DES TRADUCTEURS DU QUÉBEC
La Presse du dimanche offre avec plaisir à ses lecteurs, la langue bien pendue, chronique conçue et réalisée par la Société des traducteurs du Québec, afin d'aider les citoyens en toute simplicité à s'exprimer et à écrire plus facilement. La source de la chronique est identifiée chaque semaine en fin de texte.

La douloureuse

Au restaurant, dans un café ou un bar, on demande toujours, en anglais, the «bill» (ou plus rarement the «check»).

Dans le monde francophone, on dit l'addition et familièrement, si on s'attend à ce qu'elle soit bien salée, la «douloureuse».

A l'hôtel, le coût de la chambre et éventuellement des autres services est porté sur un autre billet également appelé

«bill» en anglais mais note en français.

Ainsi, si vous prenez un repas au restaurant de l'hôtel où vous séjournez, vous pouvez dire au garçon ou à la serveuse qui vous présente l'addition: «Veuillez porter l'addition sur ma note.»

En anglais cela donnerait «Please charge it to my room» et non, vous vous en doutez, «Please charge the bill to my bill!»

Source: Le mot juste, Bulletin de terminologie de Shell Canada.

Lefebvre et Rome s'entendent

Selon AFP et La Presse

■ L'abbé Yves Normandin s'est réjoui, hier, du rapprochement qui s'est fait entre le Vatican et Mgr Marcel Lefebvre, le chef de file des traditionalistes catholiques.

Normandin, le prêtre traditionaliste de la paroisse Sainte-Yvette qui avait fait refusé de célébrer la messe en français, a obtenu la permission de l'évêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, de dire la messe en latin selon le rite du Concile de Trente. Il est maintenant curé de la communauté latine catholique Saint-Paul, à Montréal.

L'armistice qui a été conclu hier entre Mgr Lefebvre et le Vatican a été annoncé par un communiqué officiel.

La « guerre de la tradition », qui a fait craindre pendant dix ans un schisme entre Rome et Ecône, le fief de l'archevêque français en Suisse, a été arrêtée grâce à un entretien d'une heure au Vatican entre Mgr Lefebvre et le cardinal allemand Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, l'ancien tribunal du Saint-Office.

Personne ne connaît la teneur de la conversation, moitié en latin moitié en français, entre le grand gardien de la pureté de la doctrine et le prélat suspendu *à divinis*, interdit d'exercer son ministère par Paul VI, en raison de sa désobéissance.

Mais un communiqué, diffusé en fin de matinée, annonce sans équivoque, même dans le style nuancé de la Curie romaine, qu'un premier accord a été signé dans l'appartement du cardinal, au premier étage du collège teutonique, près de la basilique Saint-Pierre: « Dans le cadre d'un dialogue en cours, affirme-t-il, un entretien entre son éminence le cardinal Joseph Ratzinger et son excellence Mgr Marcel Lefebvre a eu lieu ce matin.

« À l'issue du colloque, qui s'est déroulé dans un climat de communion, l'excellentissime prélat a accepté la nomination d'un Visiteur apostolique auquel sera confié la mission de recueillir des éléments d'information aptes à définir les termes d'une réglementation canonique de la « Fraternité sacerdotale saint Pie X ».

« Le Visiteur apostolique répondra de sa fonction directement au Saint Père.

« Pour faciliter la conclusion de cette tâche, on a décidé de garder à ce sujet la discrétion nécessaire ».

Il y a une dizaine de jours, Mgr Lefebvre avait annoncé qu'il était prêt à accepter les propositions que le cardinal Ratzinger venait de lui adresser pour mettre fin au conflit entre le Vatican et Ecône, notamment l'approbation canonique de son oeuvre, la « Fraternité sacerdotale saint Pie X » avec ses 90 maisons dans le monde, la légitimation des 250 prêtres qu'il a ordonnés au cours des dix dernières années, l'autorisation à utiliser les textes liturgiques en latin, remontant au concile de Trente.

À ces conditions, le chef de file des traditionalistes s'était déclaré prêt à accepter qu'un cardinal « visiteur apostolique », une sorte d'inspecteur général, soit envoyé par le pape pour intégrer ses séminaires et ses maisons dans les systèmes ecclésiaux officiels.

Aucune précision n'a été fournie hier ni par le Saint-Siège ni par Mgr Lefebvre, sorti souriant d'une porte secondaire du Vatican, sur la durée de la « visite apostolique » et par conséquent sur le temps nécessaire pour qu'une conclusion définitive du conflit soit trouvée.

Rassemblez-vous aux Salons

et économisez 1 \$ lors de votre visite à la Semaine internationale de l'agriculture et de l'alimentation. Avec ce coupon-rabais vous avez droit à une réduction de un dollar sur le prix d'admission « Adulte » à la Place Bonaventure (en semaine seulement). Limite d'un coupon-rabais par personne.

1 \$

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

De la Semaine internationale de l'agriculture et de l'alimentation Du 17 au 25 octobre

Place Bonaventure

Cette année, vous pourrez visiter 4 grands Salons dans le cadre de la Semaine internationale de l'agriculture et de l'alimentation:

- Salon international de l'agriculture et de l'alimentation
- Tous les aliments et produits de la ferme
- Une mini-ferme
- La « Super Machine à Lait » présentée en collaboration avec la Fédération des Producteurs de lait
- La cuisine de la Mer
- Des flots d'horticulture ornementale...

Salon international des vins et spiritueux

- Plus de 2000 vins et spiritueux provenant de tous les coins du monde
- Plus de 500 nouveaux produits présentés uniquement pour l'occasion
- Dégustation avec billets modérateurs
- Des conseils sur les caves à vin...

Grand Salon d'art culinaire (18 au 21 octobre)

- Les plus grands chefs du Québec en compétition pendant 4 jours avec des pièces montées spectaculaires
- Exposition des oeuvres gagnantes jusqu'au 25 octobre
- Réalisé en collaboration avec la Société des chefs de cuisine et pâtisseries du Québec

Salon des plaisirs de la table

- Tout pour la table et la cuisine, du raffiné au pratique: orfèvrerie, porcelaine de Limoges, des « gadgets » utilitaires
- Conseil sur l'art de dresser la table...
- Une corne d'abondance remplie de prix à gagner.

HORAIRE		ADMISSION	
Salons	Casino	Moins de 6 ans	gratuit
Place Bonaventure	Palais du Commerce	6-11 ans	3 \$
17-24 octobre 11h00 - 22h00	1650, rue Berri	Groupe de 20 personnes et plus	4 \$
25 octobre 11h00 - 20h00	16-25 octobre 12h00 - 2h00	Age d'or et étudiants avec carte d'identité	4 \$
		Adulte	6 \$

au Palais du Commerce, du 16 au 25 octobre

SEMAINE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

CKAC 97.3 La Presse

DANS LE CADRE DU
SALON DE LA PME
LE SALON DE LA RÉUSSITE
EN AFFAIRES
30, 31 OCT. - 1er NOV 1987
PALAIS DES CONGRÈS
DE MONTREAL

OFFERTE
PAR



Location
Pierre Lafleur
Ltée

Desjardins

La Presse

GRÂCE À
RADIO CITE
107



SALON
DE LA PME
LE SALON DE LA RÉUSSITE
EN AFFAIRES

Dirigeants et dirigeantes de petites ou moyennes entreprises du Québec, courez la chance de gagner la location d'une Mercedes 300E 1988 pour une période de 3 ans, offerte par Location Pierre Lafleur Ltée. Découpez le coupon de participation en y attachant votre carte d'affaires!

Envoyez ce coupon à:

Gagnez une Mercedes pour 3 ans
La Presse, Itée
C.P. 5035
Succ. Place d'Armes
MONTREAL H2Y 3M1

ou déposez-le au Salon de la PME qui se tiendra du 30 octobre au 1er novembre 1987 au Palais des Congrès en y attachant votre carte d'affaires.

Le coupon sera publié jusqu'au 1er novembre et le tirage aura lieu le lundi 2 novembre à 16 h 15 à Radio-Cité.

La valeur de la location est de 20 000 \$ et le texte des règlements est disponible à Radio-Cité, au Salon de la PME et à La Presse.

**N'OUBLIEZ PAS DE JOINDRE
VOTRE CARTE D'AFFAIRES**

NOM _____

PRENOM _____

ENTREPRISE _____

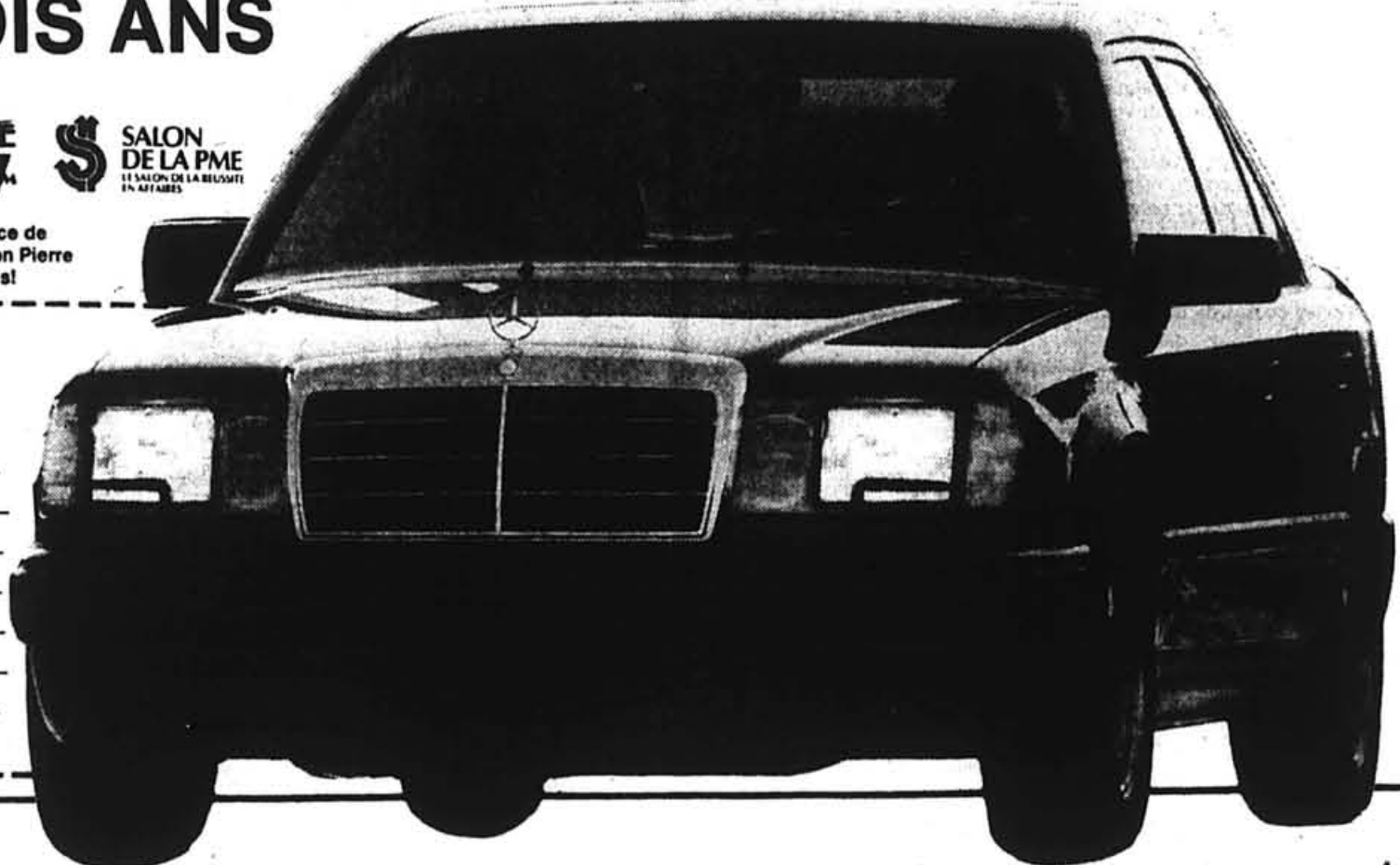
ADRESSE _____

VILLE _____

CODE POSTAL _____ FONCTION _____

Tél.: (rés.) _____ (bureau) _____

Je suis abonné(e) à La Presse J'achète La Presse en kiosque



T Ê T E S D ' A F F I C H E

Guy Pinard



transport et des routes. L'organisation a été confiée à **Claude Beaupre**, **Ottavio Galella**, **Jacques Hamel** et **Guy Pare**.

Le **Dr Alain Neveu** sera l'animateur d'une série de conférences qui sera présentée mardi de 10 h à 17 h, à l'hôpital du Sacre-Coeur de Montréal. Pour informations: 337-6222.

Guillaume Lemay-Thivierge sera l'hôte de la conférence de presse de mardi à 10 h 30, à la maison de l'UNICEF, convoquée pour parler du **Rallye de la survie**, organisé à l'occasion de l'Halloween. Pour renseignements: 288-1305.

Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, sera le conférencier lors du déjeuner-causerie de la Chambre de com-

merce de Montréal mardi à midi, à l'hôtel Le Méridien. Pour informations: 288-9090.

L'aménagement des rivières en milieu urbain et périurbain en France. Tel est le thème de l'expose de **Didier Olivry** présentée dans le cadre des conférences Hydro-Québec mardi à 18 h, à la salle Saint-Sulpice de la bibliothèque nationale du Québec. Pour informations: 343-6835.

Lise St-Arnaud, conseillère en formation de gestionnaire, entreprend mardi une série de cinq ateliers présentée par la Chambre de commerce de Laval et le ministère de l'Industrie et du Commerce. Présentés à 19 h, au 1720, rue Cunard, ces ateliers auront lieu tous les mardis jusqu'au 17 novembre.

La galerie **Jocelyne-Corbeil** procédera au vernissage d'une exposition des plus récents bijoux de **Ghislaine Fauteux Langlois** mardi à 19 h, au 1390B, rue Sherbrooke ouest. L'exposition se poursuivra jusqu'au 10 novembre. Pour renseignements: 843-3856.

La galerie **Lionel-Groulx**, du cégep du même nom, procédera, mardi à 19 h 30, au vernissage de l'exposition *Dix-sept ans d'art*, organisée pour marquer les 17 ans d'arts plastiques de cette institution fondée il y a 20 ans. Les artistes, **Luc Boyer**, **Suzanne Brunet**, **Ariane Dubois**, **Martin Fournier**, **Martial Lefebvre**, **Céline Malepart**, **Suzanne Roux** et **Pierre Vézina**, sont tous des anciens de ce collège.

Jean-Paul Jarry et **Rachèle Tremblay**, respectivement président du conseil d'administration et directrice du Musée d'art de Saint-Laurent, procéderont à l'inauguration de l'exposition *La main, l'outil et l'encyclopédie* mardi à 20 h, au 615, boulevard Sainte-Croix, à Saint-Laurent. **Me Marcel Laurin**, maire de la ville, sera sur les lieux.

Le **Dr Deborah Danoff**, de l'hôpital Général de Montréal et de l'Université McGill, traitera d'allergies lors d'une conférence qui sera présentée mardi à 20 h, au pavillon Leacock de l'Université McGill. Pour informations: 398-6748.



Dominique Bourget

Le **Dr Dominique Bourget**, résidente à l'hôpital Royal Ottawa, est devenue récemment à Ottawa la première Canadienne à recevoir le prestigieux **prix Rappaport Fellowship** de l'American Academy of Psychiatry and the Law. Le **Dr Bourget** est la fille de **Roland Bourget**, directeur du Service de la police de la CUM.

Le pavillon **Judith-Iasmin** de l'UQAM sera le théâtre à partir de mercredi à 20 h d'un colloque intitulé *Oligopoles, innovation technologique et concurrence internationale*, tenu sous l'égide

du Centre de recherche en développement industriel et technologique de l'université. **Faye Duchin** sera la conférencière lors de la séance inaugurale. Pour informations: 282-8392.

Flora Caplan, présidente de la Société de recherche sur le cancer, annoncera officiellement un octroi de \$1 million à la faculté de médecine de l'Université McGill, lors d'une conférence de presse qui aura lieu mercredi à 11 h.

Hector Asselin, président de *La cle des champs*, un chœur formé de retraités de l'enseignement, est présentement à la recherche de voix masculines. On peut le joindre au 388-4961.

L'ex-ministre **Bernard Landry** sera le conférencier lors du déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Montréal-Nord

mercredi à midi, au 5605, rue Amos, à Montréal-Nord.

Henri-Paul Chaput, sous-ministre adjoint aux Institutions nationales du ministère des Affaires culturelles, et **Raymond Cloutier**, directeur du Conservatoire d'art dramatique de Montréal, procéderont à l'inauguration de l'exposition *Revue/Mode: de la crise à l'après-guerre* mercredi à 17 h, à l'édifice Ernest-Cormier, 100, rue Notre-Dame est.

Francine Harel Giasson, directrice des programmes à l'École des hautes études commerciales, sera la conférencière dans le cadre des mercredis du FRAPPE (Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique) mercredi à 18 h, au 1050, côte du Beaver Hall.

A MARDI

Feux de circulation. Tel sera le thème du colloque «Circulation et environnement», qui aura lieu mardi à 8 h 30, à l'hôtel du Parc, à l'instigation de l'Association québécoise du



L'excellence chez les graphistes

M. Roger D. Landry, président et éditeur de *La Presse*, qu'on voit à gauche sur la photo en compagnie de **M. Guy Morin**, vice-président du marketing de la RIO, et de **M. Roger Plourde**, directeur de l'Association des graphistes du Québec, était conférencier vendredi soir lors de la remise des prix du concours *Graphistes Québec 1987*. **M. Landry** a surtout insisté sur l'excellence des réalisations dans le domaine du graphisme au Québec.

PHOTO PIERRE CÔTE, LA PRESSE

PERSONNALITÉ - MYSTÈRE

Gracieuseté de SEARS

■ A peu près tous les participants à ce petit jeu dominical ont facilement reconnu **Lise Watier**, présidente de l'entreprise internationale qui porte son nom et ex-animatrice de télévision aux tout débuts de Télé-Métropole.



Parmi les centaines de lettres qui contenaient la bonne réponse, **André Cédilot**, président du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse*, a tiré les lettres de neuf finalistes pour le prochain tirage, soit celles de **Estelle Lavigne**, de Pointe-Claire; **Léonne Bélanger**, de Saint-Jean-sur-Richelieu; **Yolande Martineau**, de Repentigny; **Marie Boire** et **Pierrette Dagenais**, de Mercier; ainsi que **Jocelyne Chamberland**, **Louise Hébert**, **G. Lapierre** et **J. Loisel**, tous de Montréal. Ces finalistes participeront donc au tirage du 30 octobre, et le gagnant recevra alors un bon d'achats de \$100, gracieuseté des magasins Sears et de *La Presse*.

La personnalité-mystère de cette semaine est facile à identifier. C'est un comédien qu'on retrouve souvent sur les planches et au petit écran. Si vous reconnaissez cette personne, vous pouvez le faire savoir en écrivant le plus rapidement possible à TÊTES D'AFFICHE, *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Prière de joindre la date de parution à la réponse.



Suzanne Jalbert

Montréalités

Un bel îlot pour le Centre mondial de commerce



MARIANNE FAVREAU

Le comité exécutif de la Ville a formé un comité consultatif chargé de recueillir les opinions sur le futur Centre mondial de commerce. Il s'installera dans les immeubles à l'est du square Victoria, dans le quadrilatère formé par les rues McGill, Saint-Antoine, Saint-Pierre et Saint-Jacques.

Pour **M. John Gardiner**, membre du comité exécutif, «il s'agit d'un projet structurant pour l'économie de Montréal. Il aura autant d'impact que la construction de la Place Ville-Marie dans les années 60.»

La consultation vise à recevoir les avis quant aux conditions d'intégration urbaine du futur centre de commerce. Le comité entreprend son travail dès demain et fera rapport à l'administration au plus tard le 16 novembre. Il est présidé par **M. Robert Nelson**, directeur des affaires administratives à l'École de technologie supérieure, et qui fut président et directeur général de la Régie des installations olympiques.

Il est secondé par **M. Denis Marchand**, vice-doyen à la recherche à la faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, et **M. Pierre Parent**, directeur général de la Fondation de l'Université du Québec à Montréal.

Le Centre mondial de commerce nécessite un investissement de \$160 millions et occupera tout un quadrilatère du quartier des affaires. Il incorporera, en tout ou en partie, 11 édifices érigés au 19^e siècle et au dé-

Cet ensemble d'immeubles face au Square Victoria — ceux de la Canada Steamship Lines (à gauche et un peu en retrait au centre, et celui de la Banque de Nouvelle Écosse — deviendra le siège du Centre mondial de commerce dont Montréal entend se doter sous peu.

PHOTO PIERRE CÔTE, LA PRESSE

but du 20^e. Devencore internationale, la Caisse de dépôt et de placements du Québec et la Ville de Montréal (via la SIMPA et la Sodemont) en seront les principaux gestionnaires.

Une première assemblée publique se tient demain pour exposer le projet. Elle a lieu à l'hôtel de ville, à 19h00. La consultation comme telle commencera mercredi le 4 novembre.

PAS EMBAUCHÉ CHEZ MIRON

L'ex-directeur du service de la Gestion immobilière, **M. Jean-Claude Boudreau**, n'est aucunement embauché chez **Miron**, et n'a même aucun contrat avec cette compagnie.

Il tient à préciser qu'il n'est aucunement question qu'il mette au service de la compagnie

Miron son expertise d'ex-haut fonctionnaire dans la querelle qu'il oppose à la Ville de Montréal.

M. Boudreau avait pris pris sa retraite au moment de la restructuration des services municipaux, le printemps dernier, préférant bénéficier d'une retraite de \$60 000. Il est maintenant président d'une compagnie de courtage en gestion immobilière, 155031 Canada Inc.

Comme à d'autres courtiers, **Miron** s'est adressé à lui pour trouver un terrain industriel où installer certains équipements. Si **Miron** achète le terrain qu'il propose, **M. Boudreau** bénéficiera d'une commission, comme c'est la règle dans ce métier. C'est le seul lien qu'il ait avec cette compagnie.

ET LES CONTRAVENTIONS?

Un citoyen de l'avenue McKenna, dans le voisinage de l'Université de Montréal, s'étonne que les automobilistes garent régulièrement leur voiture aux heures interdites sans pour autant recevoir de contraventions.

Le pire, constate-t-il, c'est que la rue est d'une malpropreté évidente: les jours de nettoyage, la balayeuse ne peut passer qu'au milieu de la chaussée, les bordures étant toujours encombrées de voitures.

Notre citoyen dit avoir fait de nombreux téléphones (au conseiller municipal, à la Ville, aux services municipaux) sans que la situation ne s'améliore. Et c'est la même chose dans les rues avoisinantes, comme la rue La-combe, assure-t-il.

Et contrairement à ce qui se passe dans d'autres quartiers, aucun surveillant du stationnement n'accompagne la balayeuse pour distribuer les contraventions aux voitures en infraction.

Existe-t-il une tolérance spéciale dans ce quartier, afin de ne pas aggraver davantage les problèmes de stationnement? Ils y sont épineux avec les milliers d'étudiants de l'Université de Montréal qui doivent garer leur voiture.

LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SE POURSUIT

La réforme administrative se poursuit toujours à l'hôtel de ville, même s'il n'est pas facile d'en suivre la trace, ni d'en évaluer les coûts. On achève de combler les postes d'assistants directeurs de la nouvelle structure.

Ainsi, l'administration vient d'embaucher **Me Suzanne Jalbert** comme assistante directrice au secrétariat général, au traitement de \$87 000. **Mme Jalbert** est actuellement la secrétaire de la Communauté urbaine de Montréal.

Agée de 37 ans, elle est diplômée en droit de l'Université Laval. Avant d'entrer à la CUM en 1984, elle fut secrétaire du ministère des Affaires municipales. Elle possède donc une bonne expérience de ce secteur ayant été aussi avocate au service juridique du ministère et chef de cabinet adjoint du ministre.

Me Jalbert qui entrera en fonction à la fin octobre, sera responsable du bureau d'analyse et de soutien du secrétaire général. Ce module en est un de support au comité exécutif: il reçoit et analyse les mémoires des services, et voit à éclairer les décisions des membres de l'exécutif, explique-t-on. En ce sens, **Me Jalbert** sera secrétaire du comité exécutif.

Deux autres modules forment également le secrétariat général: le bureau de liaison et consultation, et celui des opérations.

Le premier est dirigé par **M. Roch Poirier**, embauché dès l'arrivée de la nouvelle administration. Il voit à la mise en place de politiques cadres de consultation publique, ainsi qu'au support à cette consultation. De plus, ce bureau s'occupe du traitement des demandes des conseillers municipaux et en assure le suivi dans les divers services.

Quant au bureau des opérations qui dirige **M. André Murphy**, il voit à l'administration du secrétariat général et suit le re-

gistre des dossiers. Il est également responsable du contrôle, de l'encadrement et de l'instrumentation en ce qui concerne la responsabilité du secrétaire général comme supérieur des autres fonctionnaires.

Me Jalbert, **M. Poirier** et **M. Murphy** ont tous trois rang d'assistants directeurs. Dans l'ancienne structure, **M. Murphy** était assistant directeur au service de l'Approvisionnement.

LE PLATEAU ATTEND

De leur côté, les résidents du Plateau Mont-Royal attendent toujours une décision du comité exécutif de la Ville afin d'obtenir un droit de stationnement prioritaire dans les rues du quartier. L'Association des résidents du Plateau rappelle qu'il devait s'appliquer au début d'octobre.

Le projet qui a fait l'objet d'accord entre les deux conseillers du quartier, des fonctionnaires et l'association prévoit qu'on réserverait aux résidents de certaines rues, 30 p. cent des espaces de stationnement sur rue en tout temps. Il leur en coûterait \$30 par an pour obtenir une vignette à cet effet.

M. John Gardiner, du comité exécutif, assure que la décision sera prise mercredi prochain. L'élément qui semble causer des problèmes est la période prévue pour ce stationnement réservé. On s'interroge sur le fait d'interdire en tout temps aux autres automobilistes l'accès au stationnement dans une rue publique.

Comme il s'agit du premier projet de cette nature, on est conscient qu'il servira de guide d'application dans d'autres secteurs de la ville. D'où la prudence avec laquelle on avance.



75

RENDEZ VOUS 92

1992, 350^e ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE MONTREAL



Sir Hugh Allan

GUY PINARD

Lorsque le Ravenscrag fut construit, en 1861, sur un rocher en surplomb ancré au flanc sud du mont Royal, il avait tout pour séduire. Perchée sur son rocher, cette résidence était la plus vaste de Montréal. C'était aussi une réussite architecturale qui innovait avec l'usage de la pierre bossagée jusque là réservée aux immeubles religieux. Elle était enfin la propriété d'un homme, Hugh Allan, réputé pour la somptuosité de ses réceptions. En fait, la réputation de la demeure était telle qu'on la considérait comme étant « la seconde résidence officielle du gouvernement ».

Quelque 125 ans plus tard, malgré les annexes ajoutées afin de faciliter son recyclage en édifice hospitalier, et malgré un manque d'entretien qui laisse des traces inquiétantes sur les parements extérieurs, le Ravenscrag représente toujours un remarquable groupe d'édifices. Et s'il est vrai que les arbres et les gratte-ciel masquent de plus en plus le panorama qui se profilait sous les yeux de Sir Allan et de ses invités, on peut tout au moins imaginer la vue imprenable qui s'offrirait à leurs yeux à partir de la tour de 75 pieds qui dominait toute la ville. On assure que par beau temps (c'était avant la pollution), on pouvait même apercevoir les montagnes Vertes du Vermont dans le lointain.

Le choix de l'emplacement

L'article récemment consacré à l'édifice Allan, dans le Vieux-Montréal, nous a permis de brosser un portrait du riche armateur Hugh Allan. Contentons-nous de rappeler que, comblé par le succès dans les domaines maritime et ferroviaire, il accumula rapidement une fortune supérieure à \$6 millions et pouvait donc s'offrir la résidence la plus somptueuse et la plus remarquable de son époque.

Cependant, malgré le flair évident dont il fit preuve en choisissant l'emplacement de cette résidence, ce choix n'était pas son premier. En effet, Allan fit construire sa première résidence sur un emplacement délimité par les rues Sainte-Catherine, Saint-Alexandre, Mayor et City Councillors, et aujourd'hui occupé par l'église St. James United. Mais le terrain qu'il convoitait vraiment se trouvait à flanc de montagne, à l'extrémité nord de l'immense propriété du riche commerçant de fourrures Simon McTavish, qui allait du sommet du mont Royal à la rue Dorchester (actuel boulevard Dorchester), entre les rues Stanley et Mansfield.

Dans l'article consacré à la maison McTavish, nous avons raconté que ce dernier avait entrepris, dans les mois qui précédèrent sa mort, la construction d'un véritable château, du côté sud de l'avenue des Pins, entre les rues McTavish et Peel, là où se trouvent aujourd'hui d'opulentes résidences. Laisse à l'abandon entre la mort de McTavish en 1804 et 1860, année de sa démolition, le château avait la réputation d'être hanté.

Le terrain de 12 acres convoité par Allan fut acheté en 1853 au coût de 2250\$, lors d'une vente aux enchères de la propriété de McTavish. Situé au nord du château, le terrain mesurait 300 pieds de largeur sur 700 de profondeur à flanc de montagne.

L'architecte

La plupart des documents affirment que le Ravenscrag fut dessiné par John William Hopkins, du bureau Hopkins & Wily. Cependant, l'examen des documents pertinents, notamment les contrats de construction négociés en avril et mai 1861, a permis de découvrir que l'architecture fut confiée à Victor Roy, un jeune architecte du bureau de William Speir & Son. Formé dans le bureau de John Ostell et William Footner, il aurait, d'après sa biographie, gagné le premier prix à l'occasion d'un concours d'architecture organisé pour la conception architecturale de la demeure d'Allan. Après la construction de la résidence, Roy forma équipe avec Alexander G. Fowler, et les deux hommes dessinèrent la salle de bal et la serre qui furent ajoutées vers 1865.

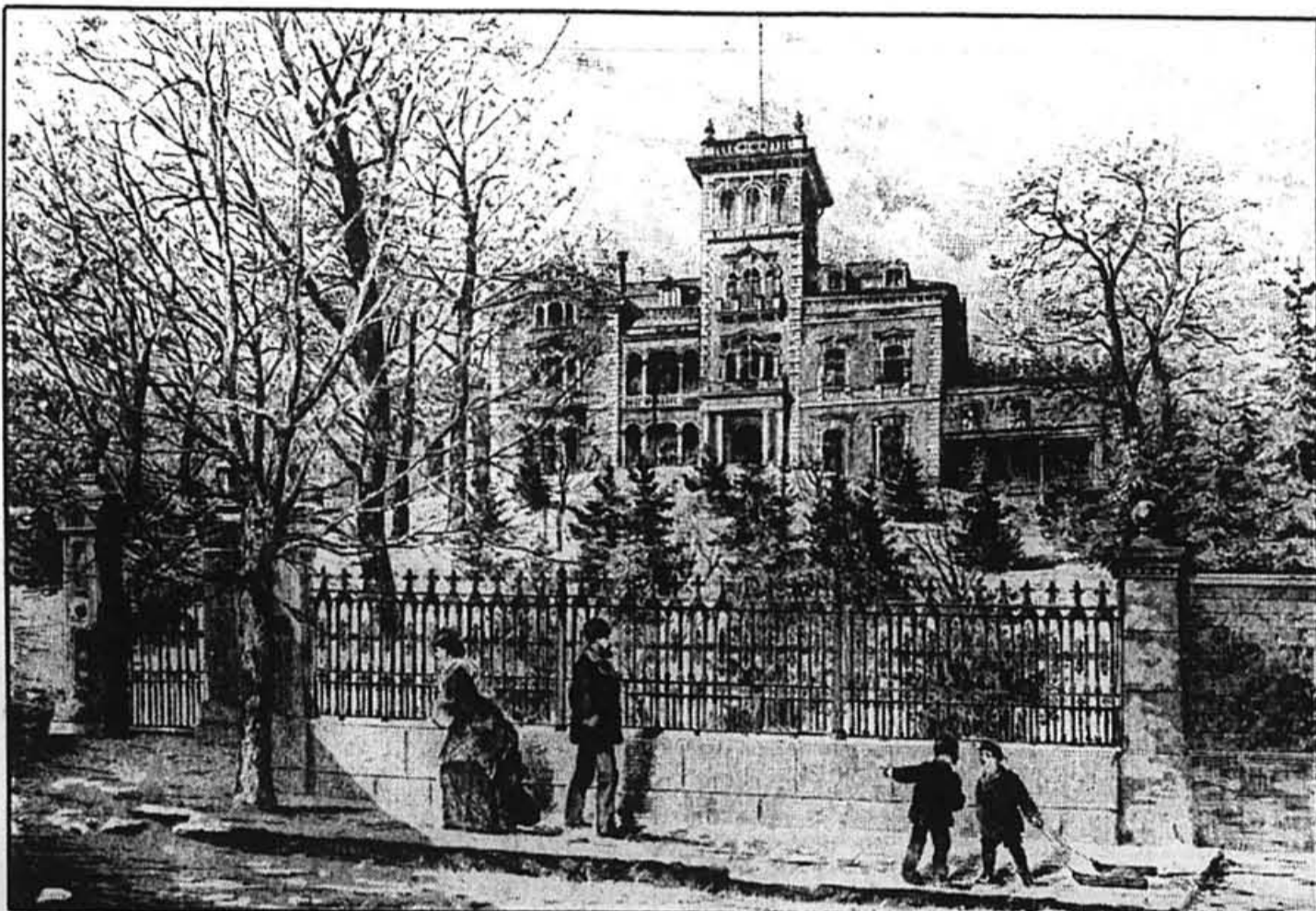
La méprise impliquant Hopkins peut s'expliquer de deux façons. En premier lieu, Hopkins et Daniel Wily furent les architectes de la salle de billard, de l'antichambre de la salle de bal et de la décoration polychrome de cette salle. En second lieu, le magazine *Canadian Illustrated News* était en partie responsable de cette méprise; dans l'édition du 7 décembre 1872, il s'excusait d'avoir erré le 30 novembre en accordant la paternité des plans architecturaux à Hopkins plutôt qu'à Roy. Mais comme il arrive souvent dans les médias d'informations, le correctif passa inaperçu.

La construction de la maison

Érigée en pierre calcaire grise de Montréal bossagée, cette résidence victorienne inspirée de la Renaissance ita-

Jadis qualifié de seconde résidence officielle du gouvernement, le Ravenscrag, même en piteux état, n'a rien perdu de sa splendeur.

Le Ravenscrag



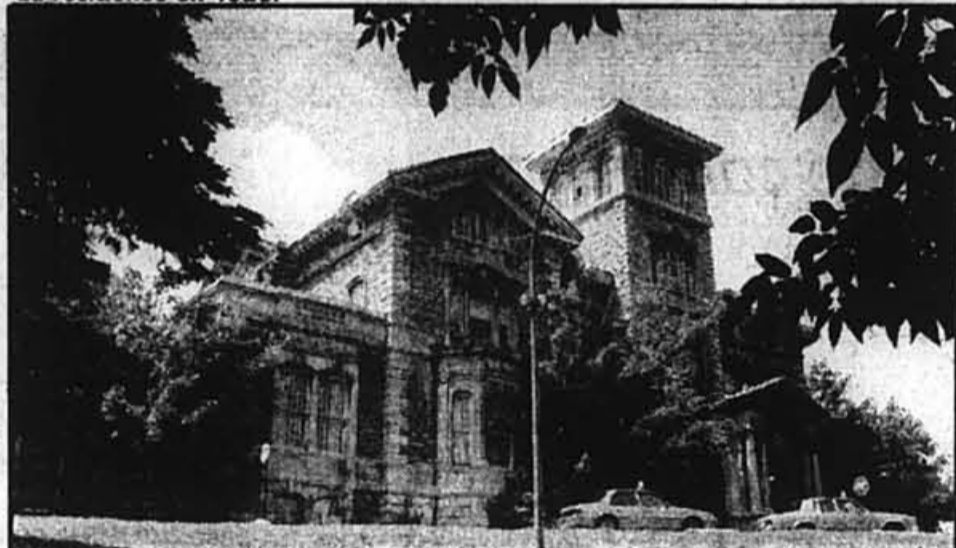
Le Ravenscrag en 1872.

PHOTO DE VOLPI-WINKWORTH



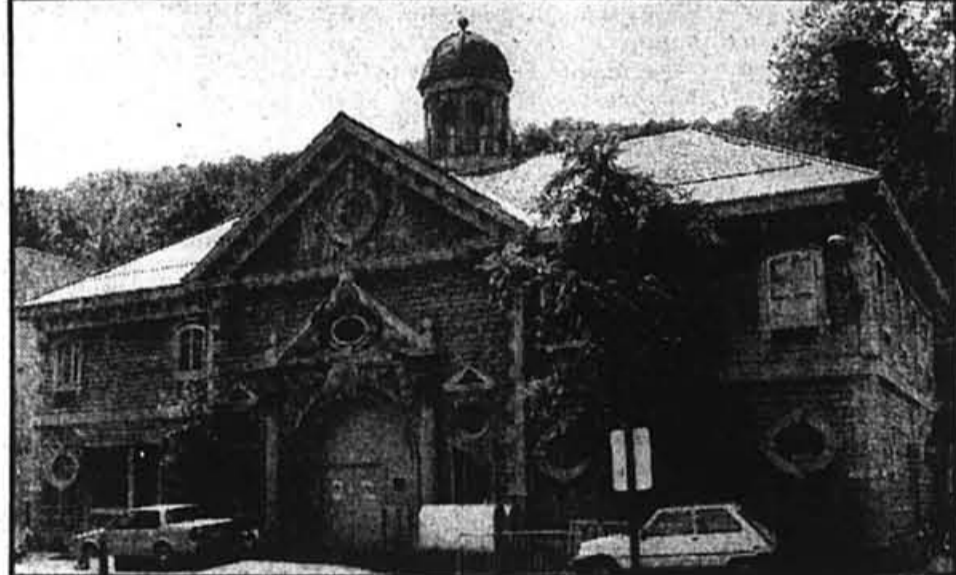
La résidence en 1926.

PHOTO CANADIAN HOMES AND GARDENS



La résidence aujourd'hui.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse



L'écurie. À noter plus particulièrement la clé de voûte en forme de tête de cheval, l'horloge et la lanterne.

PHOTO ROBERT NADON, La Presse

lienne et apparentée à la villa toscane fut construite entre 1861 et 1863.

Allan lui donna le nom de Ravenscrag (littéralement: rocher escarpé au-dessus d'un ravin) en souvenir du château du même nom construit sur une falaise, dans le Ayrshire, en Écosse. Propriété de Lord Lorne, ce château l'avait vivement impressionné, et en découvrant la similitude de l'emplacement choisi à Montréal avec celui du Ayrshire, Allan décida de donner le même nom à sa future résidence.

L'édifice initial mesurait 138 pieds de longueur, et sa largeur variait de 58 pieds à demi à 75 pieds. Quant à la hauteur, elle variait de 6 pieds et 9 pouces pour les oriel montant de fond à 80 pieds et demi (dont cinq pieds et demi en sous-sol) pour la tour carrée de 20 pieds de côté.

Au corps principal de 84 pieds sur 60 se greffèrent à l'ouest, vers 1865, la salle de bal de 46 pieds sur 60, puis avant 1872, une salle de billard et l'antichambre de la salle de bal. En 1889, les architectes Andrew Thomas Taylor et William Gordon agrandirent l'aile est en utilisant la même pierre, afin d'y loger les serviteurs. Avec l'immense serre qui prolongeait l'édifice du côté ouest, ce dernier atteignait une longueur (hormis les additions du XX^e siècle) de près de 250 pieds, sur 105 pieds dans la partie la plus profonde.

L'ensemble comprenait également deux autres édifices construits dans le même matériau: une écurie magnifique et la maison du portier, près de l'entrée de l'avenue des Pins, au pied du rocher. S'ajoutaient une piscine et une maison de bain, au milieu d'un terrain rempli d'arbres, d'arbustes, de jardins, des potagers, et même d'une vigne.

L'agrandissement de l'écurie en 1898, la construction du mur en pierre qui ceinture toujours la propriété (la grille d'entrée et les poteaux de la clôture sont remarquables) en 1907 et l'agrandissement de la serre en 1913 représentèrent les principaux travaux effectués

avant 1940, une date importante comme nous le verrons plus tard.

Même si l'ensemble a subi d'importantes transformations à l'arrière, on peut dire qu'à de rares exceptions près, sa façade est restée ce qu'elle était au début du XX^e siècle. Les éléments disparus sont la serre, sept galeries (dont une qui était tout simplement magnifique à l'ouest du portique) en bois et la balustrade qui coiffait la tour.

Le langage architectural

Le langage architectural adopté par l'architecte est tellement riche qu'on ne se lasse pas d'examiner le bâtiment. Les principaux éléments à surveiller sont: le portique, remarquable pour ses deux rangées de colonnes romanes supportant un fronton à base interrompue par un écusson en retrait qui surmonte la clé de voûte de l'arc en plein cintre; l'incroyable variété du fenestrage, qui va de l'oriel montant de fond aux fenêtres en arcade avec clé de voûte servant de consoles à l'entablement largement débordant, en passant par la fenêtre cintrée et la lucarne cintrée qui interrompt la corniche débordante; la diversité de la toiture, qui va du toit plat au toit en pavillon de la salle de bal, en passant par le toit à pignon se terminant par un fronton à base interrompue; les corniches à modillons largement débordantes; l'usage de la pierre de taille pour les décorations telles les chaînes d'angles harpées, la frise à rosettes, les pilastres du sommet de la tour, les encadrements de fenêtre, les bandeaux proéminents et les bases sculptées des fenêtres.

Malgré sa vocation en apparence moins « noble », l'écurie mérite pourtant toute notre attention. On notera plus particulièrement l'entrée avec ses deux colonnes supportant un fronton à tympan percé d'un oeil-de-boeuf losangé, la clé de voûte en forme de tête de cheval de l'embrasure cintrée, flanquée d'armoiries, les oeils-de-boeuf circulaires ou losangés, les fenêtres à arc surbaissé à encadrement en pierre de taille, le bandeau de pierre séparant le rez-de-chaussée de l'étage, le fronton surgissant du toit en pavillon, dont le tympan est percé d'une ouverture richement ciselée pour l'horloge, la corniche à consoles, et la lanterne circulaire remarquable pour ses colonnettes et son toit demi-sphérique recouvert de cuivre.

Une résidence populaire

L'opulence de l'architecture extérieure de cette résidence n'avait d'égale que la richesse de la décoration intérieure, et pendant quelque 80 ans, d'abord sous Sir Hugh Allan (décédé en 1882), et ensuite sous son fils, Sir Hugh Montagu Allan, cette résidence servit de théâtre aux réceptions les plus somptueuses de Montréal, qui réunissaient les principales personnalités de la ville et les visiteurs les plus célèbres.

La liste de tous ceux qu'il eut le plaisir d'accueillir ou d'héberger est si longue qu'il serait fastidieux de la répéter; contentons-nous de quelques noms: le prince Fushimi, frère du Mikado du Japon; le roi du Siam; le prince de Galles et futur roi Edward VII d'Angleterre; le comte de Dufferin; le comte de Minto; duc de Devonshire; le baron Byng; Lord Willingdon; Lord Bessborough; le duc de Windsor; le prince Arthur, duc de Connaught; et Lord Halifax, ministre de la Défense et de la Guerre.

Il faut dire qu'on ne manquait pas de place. Le Ravenscrag comprenait deux grandes salles de séjour, une salle à manger, une bibliothèque spacieuse, une salle de couture, une salle de billard, la serre dont il fut question précédemment, pas moins de 34 chambres, et une gigantesque salle de bal de style Second Empire d'une capacité de 100 convives, remarquable pour sa galerie des ménestrels où s'installait l'orchestre.

Le don de la propriété à l'hôpital Royal Victoria

Hugh Allan eut huit filles et quatre garçons de Matilda Smith, de Montréal. C'est l'aîné, Sir Montagu, qui hérita du Ravenscrag à la mort de son père.



Sir Hugh Montagu Allan

Marié à Marguerite Ethel Mackenzie en 1893, Sir Montagu eut quatre enfants. Hugh, le second du nom, fut tué au combat en 1917. La même année, Gwendolyn, 17 ans, et la cadette Anna, 15 ans, périrent dans le naufrage du *Lusitania*. La deuxième enfant, Marguerite Martha, mourut en 1942 à l'âge de 47 ans.

Quelque deux ans plus tôt, le 20 novembre 1940, Sir Montagu Allan avait fait don de la propriété à l'hôpital Royal Victoria; devenue trop grande, la maison était trop coûteuse à entretenir.

En 1943, la direction de l'hôpital confia aux architectes Harold Lawson et H.B. Little la tâche de transformer en centre hospitalier la célèbre résidence des Allan.

Un tel recyclage a impliqué d'importantes modifications, et seulement trois pièces, le vestibule, la bibliothèque, et la chambre au sommet de la tour, ont conservé leur caractère d'antan. Le vestibule est remarquable pour son plafond cintré à caissons richement décorés. La bibliothèque est tout particulièrement remarquable avec ses boiseries sculptées dans l'acajou où les monstres marins côtoient les sirènes. Quant à la chambre, elle est désormais condamnée, pourrissant du plancher oblique!

Rebaptisée Institut Allan Memorial, la résidence ouvrit ses portes le 12 juillet 1944, et les pièces comme la salle de bal, la salle de couture, la salle à manger furent transformés en une cinquantaine de chambres, quatre laboratoires et bureaux pour l'administration et le personnel. Le premier directeur fut le Dr D. Ewen Cameron, jusqu'à alors professeur de psychiatrie à l'Université McGill.

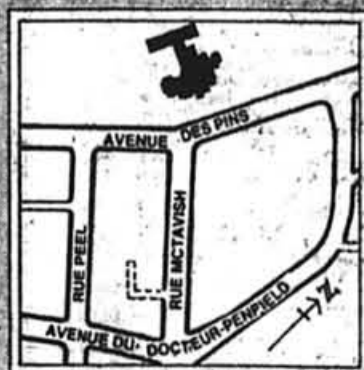
Le 10 octobre 1953, on inaugura une aile de trois étages en forme de « T ». Construite à l'arrière de la résidence par les architectes Barott, Marshall, Montgomery, Merrett & Associés, cette aile en pierre calcaire de Queenston portait la capacité à 250 lits. Puis le 13 novembre 1963, on procéda à l'inauguration d'un pavillon de quatre étages et demi, mesurant 55 pieds sur 180, et érigée à l'ouest de la résidence. Construite au coût de \$1,6 million, ce pavillon loge le Centre de formation et de recherche.

Sir Hugh Montagu Allan mourut le 26 septembre 1951 à l'âge vénérable de 91 ans, six ans avant sa femme. Et s'il eut sûrement apprécié les nobles fins auxquelles l'hôpital utilisait sa résidence, il est permis de douter qu'il eût accepté le remplacement des jardins et des potagers par des espaces asphaltés.

SOURCES: Communauté urbaine de Montréal, Service de la planification du territoire: *Les résidences et documents divers* — Editions du Meridien; *Demeures bourgeoises de Montréal*, par F. Robillard et Brian Merritt — Centre canadien d'architecture; *Huit villas sur le mont Royal* — Bradley, Garret; *The Canadian Album: Men of Canada* — Archives de la Ville de Montréal; documents divers — Archives nationales du Québec; documents divers — Parcs Canada; inventaire des bâtiments historiques; documents divers.



REPÈRES



Nom: Ravenscrag (Institut Allan Memorial). Adresse: 1025, avenue des Pins ouest. Metro: station Sherbrooke, autobus 144 vers l'ouest.

Les communautés

Nous tous un soleil, à l'avant-garde de l'éducation interculturelle



LILY TASSO

«Vous êtes bien en avance sur nous», ont répété à Norma Lopez-Therrien et Marc-Yves Volcy plusieurs des 120 à 150 chercheurs participant au 2e colloque de l'Association pour la recherche interculturelle qui se tenait dernièrement à Fribourg, en Suisse.

Elle, d'origine bolivienne et lui, venu d'Haïti, sont respectivement co-fondatrice et directeur de l'animation de *Nous tous un soleil*, un organisme sans but lucratif fondé en 1982 et voué à l'éducation interculturelle.

Les moyens d'intervention en milieu scolaire qu'ils ont mis au point avec leur équipe — comprenant aussi Laure-Anne Simard, co-fondatrice et directrice administrative et Gerardo Aiquel, responsable de la recherche — permettent d'apprivoiser le phénomène de l'altérité culturelle en approfondissant les diverses situations sociales où interagissent des valeurs.

Des diaporamas, des scènes de théâtre, des chansons et des danses, des expositions et des fêtes amènent avec le divertissement et le jeu les constatations de fait et la réflexion qui développeront la capacité de remettre

en question les réflexes ethnocentriques de chacun.

A ce jour, 43 écoles et 28 000 personnes, élèves, parents et enseignants, ont fait l'expérience de cette dynamique de l'interaction culturelle. Précisons que les interventions ont eu lieu en milieu scolaire élémentaire au cours d'une « semaine d'animation interculturelle » et d'un suivi offert durant un an.

« Des petits qui ont peur de toucher un animateur noir au début de la session parce qu'ils ne voient que la différence, finissent par se jeter dans ses bras et l'embrasser en l'invitant à revenir », raconte Mme Lopez-Therrien à titre d'exemple.

Tout a commencé quand elle et une amie enseignante, Mme Laure-Anne Simard, engagées dans un comité culturel d'école, ont proposé de faire connaître différentes cultures présentes dans l'établissement: arménienne, bolivienne, chilienne, égyptienne haïtienne, italienne. « Nous nous sommes aperçues que l'information était folklorique », dit-elle.

Elles ont pensé alors à demander aux élèves de la première à la sixième année ce qu'ils voulaient savoir au sujet des autres ethnies. Et les questions de pleuvoir: font-ils pipi au lit? Que mangent-ils? Vivent-ils avec leur mère ou leur gardienne? leur papa bat-il leur maman? leurs parents travaillent-ils? ont-ils des grands-parents? etc. etc.



M. Marc-Yves Volcy, directeur de l'animation, et Mme Norma Lopez-Therrien, co-fondatrice de *Nous tous un soleil*

En somme, un manque de communication et d'information pouvant entraîner tous les problèmes que l'on connaît et

qui se rapportent au racisme, à la discrimination et à la xénophobie. Une chanson composée par Marc-Yves Volcy sur le

thème du rassemblement a démarré l'action de *Nous tous un soleil*. Durant l'été 1983, 500 enfants participant aux camps

de jour de la Ville de Montréal ont été invités à vivre une journée interculturelle.

BLOC NOTES

CONCERT DU GROUPE CHILIEN INTI ILLIMANI

De passage à Montréal, le groupe musical chilien Inti Illimani, qui a déménagé à

Rome après la fin du régime Allende, donnera un concert le 23 octobre à 19 h 30 à la Salle Claude-Champagne. Cette formation musicale est connue pour ses chants typiques des Andes et pour les concerts qu'elle donne au profit des mouvements de solidarité au Chili. Inti Illimani a déjà enregistré 21 microsillons 33 tours. Renseignements: Beatriz Herrera 277-3030.

L'ITALIE ET LES JUIFS

Une exposition photographique intitulée *L'Italie et les Juifs* sera présentée du lundi 19 au vendredi 30 octobre au Centre Saldye Bronfman. Le lundi 19, à 19 h, deux documentaires de Mauro Misul seront suivis d'un débat avec M. Misul lui-même. Le lendemain, à la même heure, on présentera trois autres documentaires de ce producteur. Le jeudi 22 octobre, à

19 h, conférence du Prof. Paolo Spedico, de Brooklyn College, N.Y., sur des figures de l'identité juive en Italie: les frères Rossellini et Enzo Sereni. Le vendredi 23 oct., à 20 h, documentaire de N. Caracciolo: « Le courage et la pitié: les Juifs et l'Italie pendant la guerre (1940-1945), suivi d'un débat. Le samedi 24 oct., à 21 h, film « L'or de Rome » (1961) de Carlo Lizzani. Renseignements: 739-2301.

STOL
vous fait
ÉCONOMISER
du temps et
de l'argent



COMPAREZI
Centre-ville à centre-ville
MONTREAL — TORONTO

CITÉ EXPRESS VS
AUTRES SOCIÉTÉS
AÉRIENNES*

ÉCONOMIE EN \$\$\$ **85\$**
ÉCONOMIE DE TEMPS **45 min.**

Cité Express vs.
VIA RAIL*

ÉCONOMIE EN \$\$\$ **15\$**
ÉCONOMIE DE TEMPS **2 1/2 h**
par Via Rail par Cité Express

* Calcul comparatif basé sur:
a) transport jusqu'au terminal
b) trajet aller comparable et
c) durée totale, centre-ville à centre-ville

Plus:

NAVETTE GRATUITE DE L'AÉROPORT À
TORONTO: Royal York
MONTREAL: Square Dominion
OTTAWA: Westin Hotel
LONDON: Centre-ville, King St.
NEW YORK: New Jersey Transit (55)

COMPAREZ ENCORE CECI:

✓ MONTREAL à TORONTO
Jusqu'à **18** vols PAR JOUR
complète de **69\$**

✓ MONTREAL à LONDON (Ontario)
Jusqu'à **12** vols PAR JOUR
complète de **89\$**

A BORD DE
Cité EXPRESS
Appelez votre agent de voyages ou
CITÉ EXPRESS directement
A MONTREAL
485-CITY
Appels sans frais au Québec
1-800-361-3413

VISITEZ NOTRE SALON DE LA CUISINE 87

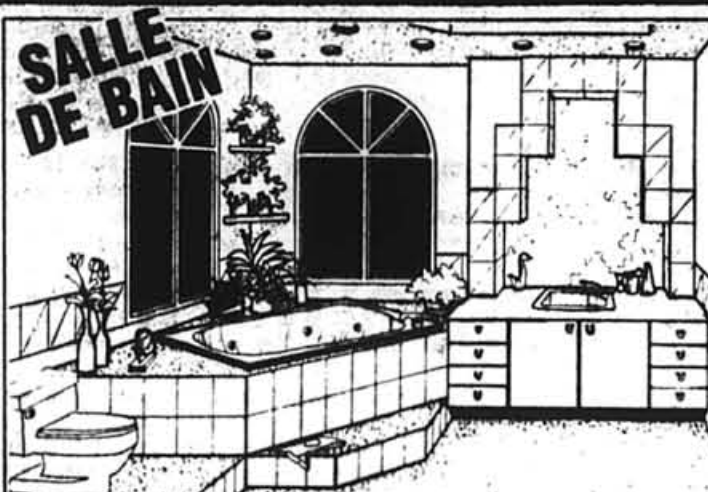
MODELE EXCLUSIF
1988
EN MONTRE
MAINTENANT

FINANCEMENT
7.7%
DISPONIBLE 1^{re} ANNÉE



OUVERT
DIMANCHE
ET
LUNDI

+ DE 100 MODÈLES EN MONTRE
• CHÈNE • PIN • ÉRABLE • MÉLAMINE • CHÈNE BLANCHI
• LAQUÉ • CHÈNE • MÉLAMINE • STRATIFIÉ • CERISIER



*Service de rénovation Métropolitain remboursera la différence entre le taux obtenu de votre banque ou caisse populaire et 7.7% durant un an. Applicable sur un prêt hypothécaire de 1er rang d'un terme de 1 an fermé, amortissement de 1 à 25 ans au choix. Remboursement applicable sur le montant de la vente. Effectif à partir du 1er mai 87.

ESTIMATION
DISPONIBLE

- ★ AGRANDISSEMENT DE CUISINE
- ★ BAIN TOURBILLON
- ★ RAJOUT D'UNE PIÈCE
- ★ TRANSFORMATION D'UNE PIÈCE
- ★ GARAGE 1 OU 2 PLACES
- ★ FINITION DE SOUS-SOL
- ★ 29 ANS D'EXCELLENCE EN GROS TRAVAUX DE RÉNOVATION
- ★ DISPONIBLE SUR PLACE
- ★ EXPERT EN AMÉNAGEMENT DE CUISINE
- ★ PLANIFICATEUR-CONCEPTEUR
- ★ ESTIMATEUR
- ★ CONSEILLER FINANCIER

PEINTURE ET NETTOYAGE
Nous offrons une première qualité de peinture. Chaque surface de base est d'abord soignée puis recouverte de 2 couches de peinture. C'est garanti pour une année. Pour rafraîchir la maison, nous avons des services de peinture des murs, des plafonds, des planchers, rebours les vitres, murs, meubles et tapis. Pro-Mexon.

NOTRE SALON EST OUVERT 7 JOURS PAR SEMAINE
4058
RUE JEAN-TALON OUEST

HEURES D'OUVERTURE
Sam. 10 h à 17 h.
Dim. 11 h à 17 h.
Lun., mar., merc. 9 h à 19 h.
Jeu., ven. 9 h à 20 h.

ÉCONOMISEZ DU TEMPS ET DES EFFORTS AVEC
SERVICE DE RÉNOVATION
Métropolitain
DEPUIS 1958
Pour une estimation gratuite à domicile. **482-0600**
Pas de service téléphonique le dimanche



DÉPÊCHES

NANCY REAGAN
Ablation d'un sein

Nancy Reagan, épouse du président américain, a subi hier l'ablation du sein gauche « sans complication », immédiatement après qu'une biopsie eut confirmé l'existence d'une lésion cancéreuse. L'intervention a été pratiquée à l'hôpital naval de Bethesda, en banlieue de Washington, sous anesthésie générale et a duré 50 minutes, a indiqué le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater.

PROCHE ORIENT
Shultz fait la navette

Le secrétaire d'Etat américain George Shultz est revenu hier en Israël après une brève visite en Arabie saoudite, afin de poursuivre ses entretiens avec les dirigeants israéliens. Au cours de la journée, les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza occupées se sont mis en grève et ont manifesté contre la visite de Shultz. La police israélienne a d'autre part blessé quatre Palestiniens à un barrage routier.

PHILIPPINES
Officier abattu

Un commandant de l'armée a été abattu hier en plein centre de Manille par des maquisards communistes déjà présumés responsables de la mort de 50 policiers et militaires depuis le début de l'année dans la capitale philippine. Un porte-parole militaire a indiqué que le commandant Egrado Velasco avait été tué par deux hommes et une femme alors qu'il circulait en voiture avec sa femme et son fils.

AFGHANISTAN
Purge au Parti communiste

Le chef du Parti démocratique du peuple (PDPA, communiste) au pouvoir en Afghanistan, M. Najibullah, a expulsé hier 15 hauts responsables du parti, a annoncé la radio officielle afghane. Radio Kaboul. M. Najibullah, président afghan et secrétaire général du parti, a prononcé l'exclusion du cousin de l'ex-président Babrak Karmal, M. Mehmd Baryalai, ainsi que de plusieurs autres anciens collaborateurs de Karmal au sein du comité central.

SIERRA LEONE
16 condamnations à mort

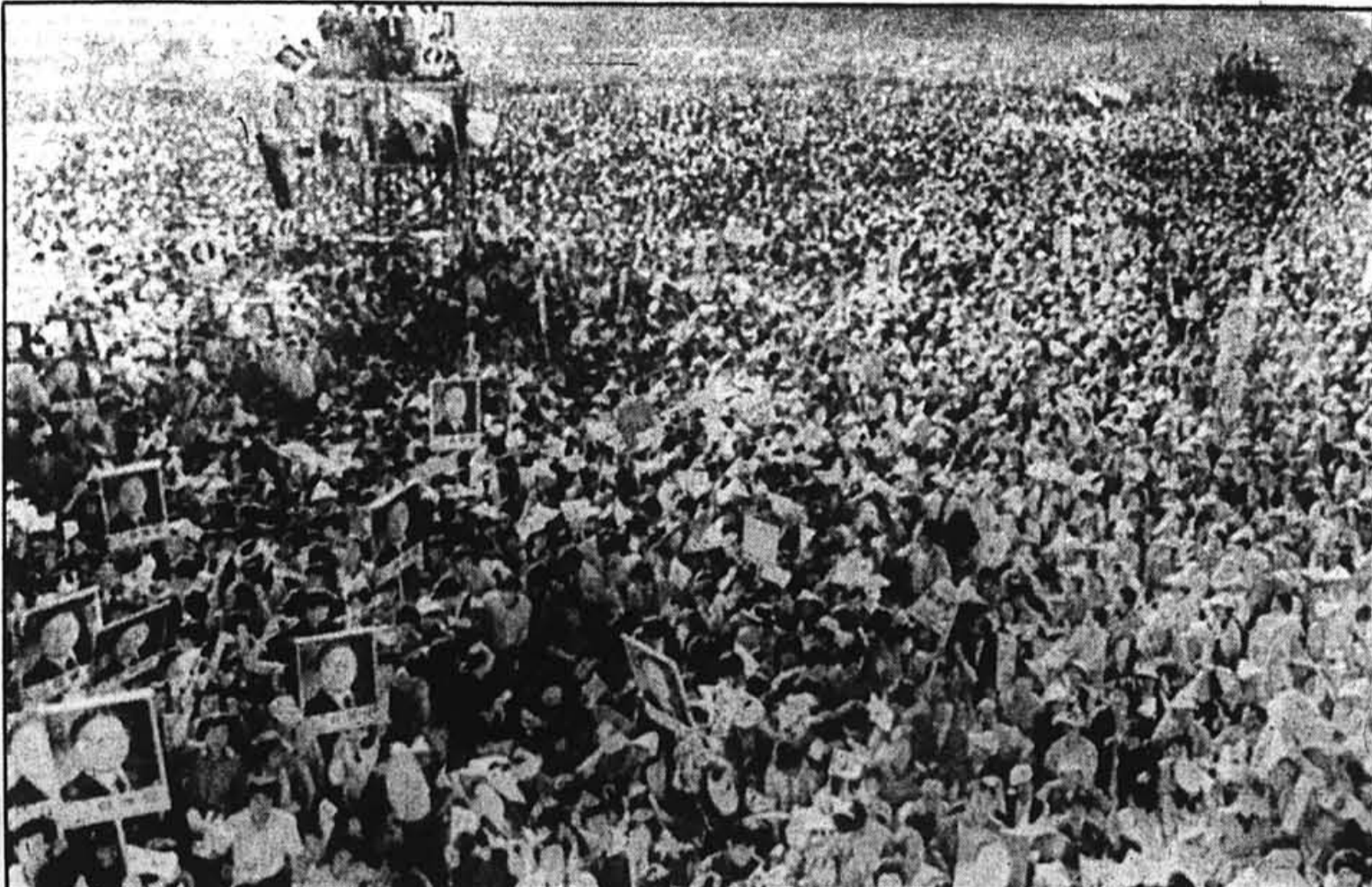
16 des 18 conjurés jugés à Freetown pour leur participation à une tentative de coup d'Etat contre le président Joseph Momoh, le 23 mars dernier, ont été condamnés à mort hier, à l'issue d'un procès marathon de cinq mois dans la capitale de la Sierra Leone. L'ancien premier vice-président Francis Minah et l'ancien chef de la police Gabriel Kaikai figurent au nombre des condamnés, ainsi qu'un homme d'affaire libanais, Kazim Allie, et un parlementaire, Jimmy Vandy.

JAPON
Transfusion pour Hirohito

L'empereur nippon Hirohito, atteint d'anémie à la suite d'une opération à l'intestin il y a près d'un mois, a reçu hier une nouvelle transfusion de 200 cc de sang, ont annoncé ses médecins. Il s'agit de la cinquième transfusion sanguine depuis l'opération, le 22 septembre, et de la troisième depuis que l'empereur, âgé de 86 ans, a quitté l'hôpital le 7 octobre.

MOZAMBIQUE
Au moins 51 victimes

Au moins 51 personnes ont été tuées vendredi par les maquisards de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) — soutenue par l'Afrique du Sud) lors d'une embuscade tendue par la guérilla à un convoi de véhicules, ont affirmé des survivants du massacre à l'agence mozambicaine de presse AIM. Selon ces survivants, l'attaque a eu lieu dans la région de Tanninga, à 80 km au nord de Maputo, le long de la principale route reliant le nord au sud du pays. La moitié du convoi de 50 véhicules est tombée dans l'embuscade. Les guérilleros, installés des deux côtés de la route, ont ouvert le feu à l'aide d'armes automatiques, mettant le feu à 18 véhicules, dont trois autobus.



Kim Young Sam attire un million de partisans

Kim Young Sam, dirigeant de l'opposition sud-coréenne, a déclaré hier devant plus d'un million de partisans venus l'acclamer qu'il pouvait battre la dictature militaire lors des élections présidentielles. « Nous devrions gagner les élections, et mettre ainsi fin à 27 ans de dictature militaire », a-t-il déclaré à Pusan lors du premier rassemblement de sa campagne pour les élections présidentielles qui auront lieu en décembre. Plus d'un million de personnes scandant « Kim Young Sam président » sont descendues dans la rue ou sont montées sur les toits pour apercevoir le dirigeant du Parti de la réunification et de la démocratie (RDP).

Reagan reste flou sur une riposte aux attaques iraniennes dans le Golfe

Ronald Reagan a déclaré hier que les menaces dans le Golfe contre la flotte américaine ou les navires battant pavillon américain « seront traitées de façon appropriées » tout en soulignant le « rôle pacificateur » joué par les États-Unis dans cette région.

Par ailleurs, les États-Unis ont remis hier à l'Iran quatre marins capturés au cours de l'accrochage qui a mis aux prises le 8 octobre des hélicoptères de la marine

américaine et des embarcations iraniennes, selon l'agence ommanaise Ona. M. Reagan s'exprimait au lendemain de la nouvelle attaque, attribuée à l'Iran, d'un pétrolier battant pavillon américain, dans les eaux territoriales koweïtiennes.

Pour sa part, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger a estimé que l'attaque contre le pétrolier était « non pas tant une escalade, mais (plutôt) une continuation » de la part de l'Iran. Les États-Unis ont « la capacité, la volonté et la résolution de prendre les mesures appropriées lorsque c'est nécessaire », a-t-il ajouté dans un interview à la chaîne de télévision CNN diffusée hier.

Saisie de 14 tonnes d'armes

Pendant que des milliers d'Italiens protestent hier à Rome contre l'engagement de leur pays dans le golfe Persique, la police des frontières italiennes interrogeait l'équipage d'un navire à bord duquel ont été saisies 14 tonnes d'armes, apparemment destinées à servir dans la guerre du Golfe. La curiosité des policiers a été attirée par la présence de quatre Irakiens sur la liste des 17 membres d'équipage du *Fathulkhair*, porte-conteneurs immatriculé au Qatar en partance pour Dubai. Une fouille a permis de découvrir dans un conteneur de nombreuses mitrailleuses fraîchement sorties d'usines ouest-allemandes.

Le capitaine a affirmé qu'il n'avait pas eu connaissance de ce chargement, et l'on ignore pour le moment dans quel port le conteneur a été embarqué. Le *Fathulkhair* a fait notamment escale à Liverpool, au Havre et à Brème avant d'arriver à Savona, sur la Riviera italienne. A Rome, des milliers de manifestants ont formé samedi une chaîne humaine dans les rues du centre-ville, à l'appel de mouvements pacifistes, d'organisations catholiques et de partis de gauche. Ils réclamaient le retrait des huit vaisseaux de guerre envoyés en septembre dans le Golfe pour protéger les navires italiens, en préconisant des efforts accrues des Nations Unies pour mettre fin au conflit Iran-Irak.

Le secrétaire d'Etat George Shultz, actuellement en tournée au Proche Orient, a déclaré hier que les États-Unis ont fait savoir à l'Iran qu'il courait le risque de représailles américaines en testant la volonté du gouvernement américain de défendre ses intérêts dans le Golfe. M. Shultz a estimé que Téhéran avait semble-t-il changé de tactique et tentait désormais d'attacher les navires battant pavillon américain « pour voir comment (les États-Unis) établissent en pratique la ligne à ne pas franchir ». Par ailleurs, la presse gouvernementale koweïtienne a demandé, hier, des mesures américaines décisives contre l'Iran. « Les États-Unis finiront-ils par agir vigoureusement, ou continueront-ils à proposer des interprétations de ces actes provocants », s'interroge le *Kuwait Times*. Le Koweït a déposé une protestation aux Nations unies et le ministère koweïtien des Affaires étrangères a convoqué hier soir le chargé d'affaires iranien au Koweït pour lui remettre une note de protestation. Aucune réunion de haut niveau n'était prévue pour le week-end à la Maison Blanche, a-t-on indiqué de source informée tout en soulignant que de telles réunions peuvent toujours être convoquées à la dernière minute. Les attaques iraniennes de jeudi et vendredi ont toutes deux concerné les États-Unis puisque le *Sungari*, touché jeudi, appartenait à un armateur américain tout en étant immatriculé au Libéria, et que le *Sea Isle City*, frappé vendredi, battait pavillon américain bien qu'étant en réalité koweïtien. Son commandant, M. John Heart, sérieusement blessé lors de l'attaque, est de nationalité américaine.

Managua repousse une offensive 44 soldats et 61 rebelles tués

Les troupes gouvernementales nicaraguayennes ont entamé ce week-end une importante offensive contre les rebelles anti-sandinistes (*contras*) qui avaient auparavant lancé une attaque d'envergure dans le sud-est du Nicaragua. Selon Managua, les rebelles ont enlevé deux prêtres au cours des combats qui ont fait 61 morts parmi les guérilleros et 44 dans les troupes gouvernementales. Le ministre nicaraguayen des Affaires étrangères, Miguel d'Escoto, a accusé les *contras* de tuer le prêtre catholique Enrique Blandon et le pasteur adventiste

Gustavo Adolfo Tiffer, et d'avoir menacé de les tuer. L'attaque lancée jeudi dernier par la guérilla anti-sandiniste contre une route stratégique et quatre localités du sud-est du Nicaragua est l'action la plus importante menée par les *contras* en presque sept ans de guerre, estimaient hier plusieurs experts. Un millier de *contras* ont participé à cette offensive qui visait la route Managua-El Rama, un axe stratégique reliant la côte pacifique du pays au port de Bluff, sur la côte caraïbe. Les guérilleros ont tenu des embuscades en plusieurs points de la route et ont également attaqué les localités de Muelle de Los Bueyes, La Gateada, Santo Tomas et La Batea.

Les *contras* ont finalement été repoussés, mais la situation restait confuse dans la région hier. Par ailleurs, le second responsable de l'Organisation des États américains (OEA) à Managua, M. Roberto Ernesto Quintana, son épouse, ses deux filles et une employée de maison ont été pris en otages vendredi par un présumé déserteur de la direction de la sécurité de l'Etat. Leur agresseur, Franklin Lara Martinez, a demandé asile à l'ambassade du Costa Rica ou du Guatemala, selon une source de l'OEA. Les autorités sandinistes n'ont pas apporté de précisions sur les circonstances de la prise d'otages ni sur les motifs de la demande d'asile.

L'armée indienne s'apprête à donner l'assaut final contre Jaffna

« Les combats faisaient rage tôt hier matin, mais nous n'avons pas encore eu d'informations sur les pertes » a déclaré un diplomate qui a refusé d'être identifié. A New Delhi, des membres du ministère de la Défense ont annoncé que 300 soldats spécialement entraînés à la lutte contre la guérilla urbaine avaient été aéroportés dans la région. Quelque 1 500 fantassins devaient par ailleurs être amenés aujourd'hui vers Trincomalee, un autre foyer de séparatistes tamouls dans l'est du pays. Selon l'ambassade d'Inde au Sri Lanka, plus de 500 guérilleros appartenant aux Tigres de libération de l'Éelam tamoul (LTTE), la principale organisation séparatiste, et une centaine de soldats indiens ont été tués depuis le début de l'offensive indienne pour désarmer la guérilla tamoule, le 8 octobre. L'Inde a de nouveau rejeté hier

un appel au cessez-le-feu des rebelles tamouls. Selon un responsable indien, l'appel au cessez-le-feu lancé par les LTTE pourrait être une ruse pour permettre aux maquisards de se regrouper ou de fuir. Selon la radio nationale indienne, les forces de New Delhi, appuyées par des blindés et de l'artillerie, ont consolidé leurs positions autour de Jaffna hier après la capture d'une position clé des rebelles. Selon l'ambassade indienne, environ 150 000 civils bloqués dans la ville depuis le début de l'offensive sont « en grands nombres » pour se réfugier dans des lieux plus sûrs au sud de la péninsule de Jaffna dévastée par les combats. L'ambassade a déclaré ne pas être en mesure de confirmer si des parachutages de nourriture et médicaments prévus pour secourir la population menacée de fa-

mine avaient pu avoir lieu. Jeudi, un fonctionnaire srilankais avait estimé que 400 000 civils étaient bloqués dans la ville et menacés de famine. De source militaire à New Delhi, l'on indiquait hier que l'armée indienne sera probablement parvenue à s'emparer des positions tamoules vers le milieu de la semaine prochaine. De nouveaux renforts indiens devraient arriver dans la région d'ici à mardi. Selon ces sources, l'avance de l'armée, déployée depuis un accord signé le 29 juillet par Colombo et New Delhi pour pacifier le Sri Lanka, était freinée par les mines posées par les rebelles. Quelque 17 000 soldats indiens ont été envoyés au Sri Lanka pour faire appliquer l'accord et désarmer les séparatistes, dont environ 2 000 hommes arrivés en renfort au cours des deux derniers jours, équipés de mortiers, mitrailleuses et lance-roquettes.

Burkina Faso: le cabinet a eu la vie sauve

Aucun des 27 ministres du dernier gouvernement du capitaine Thomas Sankara n'a trouvé la mort durant le coup d'Etat survenu jeudi au Burkina Faso et au cours duquel le chef de l'Etat a été tué, a-t-on appris hier de bonne source à Ouagadougou, où la situation reste calme. Tous se sont présentés au siège du Conseil national de la révolution (CNR), à l'exception d'un seul, M. Fidel Toé, ministre du Travail, de la Sécurité sociale et de la Fonction publique, ami et confident de Sankara, et dont on est sans nouvelles. Le correspondant de l'AFP à Ouagadougou a par ailleurs personnellement rencontré hier à son domicile le capitaine Pierre Ouedraogo, secrétaire général national des Comités de défense de la révolution (CDR), dont on avait dit qu'il avait été exécuté à Kamboinsin, à 25 km au nord de Ouagadougou. On confirme en outre à Ouagadougou de source autorisée que deux des chefs militaires historiques de la révolution de 1983, le capitaine Henri Zongo, ancien ministre de la Promotion économique, et le chef de bataillon Boukari Jean-Baptiste Lingani, ancien ministre de la Défense populaire, font partie du Front populaire apparemment dirigé par le capitaine Blaise Compaoré, ancien bras droit et compagnon de Thomas Sankara. Le lieutenant Hien Kili-mité, secrétaire adjoint des CDR, fait également partie de l'équipe dirigeante du « Front populaire du 15 octobre » (FP), indique-t-on encore à Ouagadougou. Le capitaine Compaoré, qui serait à la tête du triumvirat avec Lingani et Zongo, n'est toujours pas apparu en public et reste enfermé depuis jeudi au siège du CNR avec les autres membres du Front populaire. On ignore d'autre part tout du sort de Mme Sankara et de la famille de l'ancien chef de l'Etat burkinabé. D'après des renseignements recueillis de sources diplomatiques à Abidjan, les ambassadeurs accrédités à Ouagadougou ont été reçus vendredi par des représentants du Front populaire qui leur ont expliqué les raisons du coup d'Etat. Les responsables du FP ont affirmé qu'ils avaient pris l'initiative de ce coup d'Etat après avoir appris que le capitaine Sankara avait décidé d'arrêter et de faire exécuter certains d'entre eux. Le capitaine a été enterré vendredi avec 12 autres victimes du coup d'Etat dans un cimetière à la périphérie de la capitale.

La moitié du monde

La ménopause: des oestrogènes...à coller



HUGUETTE ROBERGE

Une nouvelle thérapie de remplacement des oestrogènes vient tout juste de faire son apparition sur le marché canadien. Il se présente sous la forme d'une pièce de la grosseur d'un dollar, laquelle, appliquée sur la peau deux fois par semaine, libère dans le sang des petites quantités d'oestrogène comme le font naturellement les ovaires.

Le produit, qui s'appelle Estraderm, est transparent et aussi facile à appliquer qu'un pansement adhésif. Il a permis à de nombreux spécialistes, dont le docteur Pierre Fugère, directeur de la clinique de ménopause de l'hôpital Saint-Luc, de découvrir que la peau peut absorber des substances aussi bien que l'estomac.

«Le mérite de cette pièce à coller, explique le docteur Fugère, tient à ce qu'elle permet l'utilisation d'une très faible dose d'oestrogène, soit environ un dixième de celle contenue dans les préparations orales. Les comprimés sont efficaces et bien tolérés, mais il faut donner

une dose relativement élevée d'oestrogène, du fait que celle-ci doit d'abord passer par le foie qui en élimine la plus grosse partie.»

Mais quelles femmes ont vraiment besoin des hormones de substitution? On n'a pas encore fait la lumière complète sur les effets de l'hormonothérapie, mise au point en 1942 à l'université McGill de Montréal, même si elle continue d'être la norme à laquelle tous les autres traitements de la ménopause sont comparés. En milieu scientifique, les avis sont encore (mais de moins en moins) partagés entre les mérites et les inconvénients de la thérapie de remplacement des oestrogènes (TRO).

Pourcentage

Actuellement au Canada, environ 15 p. cent des femmes en ménopause utilisent ce traitement pour être soulagées des symptômes de la ménopause (bouffées de chaleur, sueurs nocturnes, sécheresse vaginale, etc.). Diverses raisons expliquent ce taux étonnamment bas.

Certaines femmes préfèrent se passer des hormones de remplacement parce qu'elles ne sont pas informées, ou qu'elles n'ont que de très légers maux, ou parce qu'elles supportent mal les préparations orales présentement disponibles, ou encore parce qu'elles préfèrent attendre la fin de la controverse

entre les tenants et les opposants en milieu spécialisé.

Par contre, les spécialistes s'entendent maintenant sur le fait que les oestrogènes de remplacement constituent la meilleure prévention contre l'ostéoporose, perte du tissu osseux, attribuée à la carence oestrogénique et beaucoup plus importante chez la femme que chez l'homme vieillissant. Ils sont aussi d'accord sur le fait que les femmes qui utilisent cette thérapie rident moins que les autres.

La TRO est prescrite par les médecins depuis plus de 40 ans pour soulager les maux de la ménopause. Au cours des années 60, cette thérapie était prescrite à gogo, quelquefois même avant la ménopause. Certains médecins encourageaient les femmes à prendre des oestrogènes leur vie durant.

Vers 1975 cependant, le mirage de l'éternelle jeunesse a pris un dur coup, quand les chercheurs se sont mis à établir des liens entre les oestrogènes de remplacement et le cancer de l'utérus. La TRO tomba alors en défaveur et les médecins se montraient réticents à la prescrire, même aux patientes souffrant de symptômes sévères de la ménopause.

Aujourd'hui, la TRO est mieux comprise et plus largement utilisée, grâce aux progrès réalisés dans la connaissance du phénomène de la ménopause et

de la science pharmacologique. Selon le docteur Fugère, «les scientifiques ont constaté que la TRO offre plus de sécurité thérapeutique lorsqu'on l'emploie correctement selon les nouveaux concepts approuvés médicalement.»

Les médecins prescrivent de plus en plus aux femmes l'utilisation combinée d'oestrogènes (à plus faible dose) et de progestérone, des études ayant démontré que l'ajout de progestérone durant dix à treize jours par mois réduisait considérablement les risques du cancer de l'endomètre (paroi de l'utérus). Et ils s'accordent pour dire que les femmes auraient intérêt à prendre des hormones de remplacement du moment de la ménopause jusqu'à 65 ans environ.

Sans se faire le promoteur de la pièce Estraderm (produit par CIBA-GEIGY), le docteur Fugère estime qu'en dépit de son prix plus élevé (plus du double des hormones en pilules, mais ça pourrait baisser avec la concurrence) cette pièce adhésive pourrait doubler la proportion des femmes susceptibles de profiter de l'hormono-thérapie.

De toute façon, celles qui s'interrogent sur le sujet ont tout intérêt à parler avec leur médecin. Seules les questions et les pressions des femmes pousseront les médecins à devenir plus compétents dans le traitement des symptômes de la ménopause.

PORTES & FENÊTRES VERDUN LTÉE

MONTREAL: 2260, rue St-Clément 255-6868
 LAVAL: 4525, boul. Samson 681-1547
 ST-BASILE: 139, boul. Laurier 653-2265
 VERDUN: 925, rue Hickson 769-1725
 VERDUN: 4281, rue Verdun 761-7895

STANLEY LES PORTES DE GARAGE
 Avantages II

Les Portes Patio ZPlusZ
 Tout simplement la meilleure PORTE PATIO disponible.

Conçue pour:
 Plus offre de manœuvres aisées de fonctionnement sans problèmes.
 Vous libère de tous les problèmes courants d'entretien annuel. Appareil une touche de distorsion à votre main.
 Les portes Patio Z plus sont les seules portes actuellement sur le marché avec une GARANTIE de 20 ANS.

GARANTIE de 20 ANS

Porte de garage sectionnelle en acier isolée
 Coupe-froid 8x7 9x7 10x7
 Quincaillerie incluse \$399-\$439-\$469

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE
 Prémontée dans un cadre en pin
 Coupe-froid magnétique
 Grandeurs: 32" x 34"
 Cadre de 1 1/4"
 \$269
 Cadre de 1 1/4" \$279
 Modèle B-03

KAYCAN REVÊTEMENTS VINYL D4
 59¢ pi. car.
 Boîte de 18 feuilles (200 pi. car.)

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE
 Prémontée dans un cadre en pin
 Coupe-froid magnétique
 Grandeurs: 32" x 34"
 Cadre de 1 1/4"
 \$169
 Cadre de 1 1/4" \$179
 Modèle B-01

R.L.F. R. Lalloume & Frère Inc.

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE
 Prémontée dans un cadre en pin
 Coupe-froid magnétique
 Grandeurs: 32" et 34"
 Cadre 1 1/4"
 \$259
 Modèle B-06 Cadre 1 1/4" \$269

STANLEY PORTE EN ACIER ISOLÉE
 Prémontée dans un cadre en pin
 Coupe-froid magnétique
 Grandeurs: 32" x 34"
 Cadre de 1 1/4"
 \$239
 Cadre de 1 1/4" \$249
 MODÈLE B-18

FENÊTRES À BATTANTS EN CEDRE, UN OUVRANT
 Dimensions:
 24x30 \$119 30x48 \$209
 29x29 \$199 30x62 \$249

Plus de 25 modèles de portes en acier isolées en montre
 Choix de 25 couleurs pour les portes d'acier
PAYEZ ET EMPORTEZ OUVREZ LE SAMEDI de 9h à midi.
 Les portes STANLEY, GARANTIE 10 ANS. Nos spéciaux sont valides jusqu'au 31 oct. 1987

BLOC - NOTES

LA CHLAMYDIA

Il faut dire la chlamydia et non le, comme on le voit souvent écrit et comme on l'entend souvent de la bouche de spécialistes interrogés sur cette maladie brûlante d'actualité qui, de toutes les maladies transmises sexuellement, est celle qui affecte le plus les femmes, en nombre et en gravité.

Aussi bien apprendre à le dire et à l'écrire correctement, puisqu'on n'a pas fini de s'y intéresser. Il faut en effet et de toute urgence sonner l'alerte pour empêcher que les sombres prédictions des épidémiologistes ne se réalisent. Selon eux, une adolescente d'aujourd'hui sur huit sera stérile en 2000 à cause de la chlamydia. Nous y reviendrons du reste prochainement.

FEMMES D'ASSURANCE

L'Association des femmes d'assurance de Montréal tiendra sa soirée annuelle «Vin et fromage» dans le cadre du 60e anniversaire de l'Institut d'Assurance. Cet événement aura lieu le 21 octobre au club St-James, 1145 avenue Union, à Montréal. Information et réservations: Mme Johanne Veilleux, au 288-3134.

COMMENT GÉRER SA CARRIÈRE

Mme Francine Harel-Glasson, directrice des programmes à l'école des Hautes Etudes Commerciales, sera la conférencière invitée dans le cadre des **mercredis de FRAPPE**. (Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir politique et économique), le mercredi 21 octobre. Le titre de sa présentation: «Comment gérer sa carrière». À l'édifice de Bell Canada, 1050, Beaver Hall, 20e étage, de 18 h à 20 h. Admission: \$15 pour les membres (\$20 pour les non-membres). Réserver: 521-0152 (nouveau numéro de FRAPPE qui a déménagé ses bureaux au 822, rue Sherbrooke est, H2L 1K4).

L'AGENDA DES FEMMES 1988

L'agenda des femmes 1988 diffère des précédents. Il donne aux femmes le goût du changement, le goût d'aller voir ailleurs. Non seulement il permet d'un seul coup d'oeil de voir la semaine complète, et sur chacune des pages, un calendrier du mois aide à la planification, mais il nous apporte aussi des nouvelles de ce qui se passe dans toutes les régions du Québec.

Aux Editions du Remue-Ménage. \$10,95

VOS PNEUS S'USENT! VOUS AVEZ JUSQU'À SAMEDI POUR PROFITER DE LA RÉCLAME SEARS DE PNEUS



Rabais 15%

Radiaux RoadHandler 'glace et neige'.
 Semelle à sculpture profonde assurant une excellente traction par temps froids. Série 68300.

Dimensions	Sears ord. ch.	Solde ch.
P155/80R12	69,99\$	59,49\$
P155/80R13	76,99\$	65,44\$
P165/80R13	79,99\$	67,99\$
P175/80R13	84,99\$	72,24\$
P185/80R13	88,99\$	75,64\$
P185/75R14	90,99\$	77,34\$
P195/75R14	92,99\$	79,04\$
P205/75R14	96,99\$	82,44\$
P215/75R14	98,99\$	84,14\$
P205/75R15	97,99\$	83,29\$
P215/75R15	105,99\$	90,09\$
P225/75R15	109,99\$	93,49\$
P235/75R15XL	118,99\$	101,14\$

Les pneus neufs Sears sont garantis contre les avaries routières. Installation gratuite.*
 *Sur jantes standard en acier

SEARS DieHard

DieHard

REEMPLACEMENT GRATUIT GARANTIE DE

RABAIS 10\$⁶⁰
 MOG

Batterie DieHard très puissante! Chargée et prête à être installée. Choix de 14 types pour la plupart des véhicules. Série 10600. Ord. 79,99\$-99,99\$. Ch.....69,99\$-89,99\$
 Les prix ordinaires mentionnés sont des prix Sears.

RABAIS 5\$

SteadyRider RT, notre amortisseur conventionnel de meilleure qualité. Série 35800/900. Sears ord. 19,99\$. Ch.....14,99\$

<p>SERVICE DE BASE</p> <p>59⁹⁵ <small>la plupart des autos</small></p> <p>Service de base aux 2 freins arrière à tambour. Comprend garnitures neuves, réusinage des tambours*, remplissage du maître-cylindre, réglage du câble de frein de stationnement*. <small>*S'il y a lieu ou si possible</small></p>	<p>79⁹⁵ <small>la plupart des autos</small></p> <p>Service de base aux 2 freins avant à disque. Comprend plaquettes neuves, réusinages des disques*, remplacement des joints de graisse*, regarnissage des roulements*, remplissage du maître-cylindre. Plaquettes en métal 15\$ de plus. <small>Garantie: 12 mois ou 20 000 km sur pièces. 100 jours sur main-d'œuvre.</small></p>	<p>109⁹⁹ <small>la plupart des autos</small></p> <p>Service aux 2 freins arrière à tambour. Comprend service de base des freins*, révision des cylindres de frein, remplacement des ferrures*, vidange, remplissage et purge du système hydraulique de la voiture. <small>*S'il y a lieu ou si possible</small></p>	<p>159⁹⁹ <small>la plupart des autos</small></p> <p>Service aux 2 freins avant à disque. Comprend service de base des freins avant plus remplacement des étriers*, emplacement des ferrures*, vidange, remplissage et purge du système hydraulique. Plaquettes en métal 15\$ de plus. <small>Garantie: 18 mois ou 30 000 km sur pièces et main-d'œuvre.</small></p>
---	---	---	---

SILENCIEUX MUZZLER INSTALLÉ, SEULEMENT 39⁸⁸
Ch. la plupart des autos

Installation garantie contre défauts silencieux garanti contre corrosion et éclatement. Inspection gratuite du système d'échappement. No 19670.

CENTRE DE L'AUTOS SEARS
 Produits et service pour l'automobile non offerts à Granby.
 Prix en vigueur jusqu'au 24 octobre 1987, ou jusqu'à épuisement des stocks

SEARS

vous en avez pour votre argent...et plus

SATISFACTION OU REMBOURSEMENT SERVICE APRÈS-VENTE ASSURÉ DANS TOUT LE CANADA LA CARTE DE CRÉDIT NO 1 DES MAGASINS À RAYONS AU CANADA LE MAGASIN DES MARQUES KENMORE DIEHARD, CRAFTSMAN

Les mentions 'Ord.' ou 'Était' de Sears Canada Inc. se rapportent à des prix Sears. Heures d'ouverture: 8h à 17h30 du lundi au mercredi; de 8h à 21h le jeudi et le vendredi; de 8h à 17h le samedi pour **Brossard**, Mail Champlain, 465-1000; **St-Jérôme**, Carrefour du Nord, 432-2110; **St-Jean**, Carrefour Richelieu, 349-2651; 7h30 à 17h30 du lundi au mercredi; de 7h30 à 21h le jeudi; et le vendredi; de 7h30 à 17h le samedi pour **Ville St-Laurent**, Place Vertu, 335-7770; **Anjou**, Galeries d'Anjou, 353-7770; **Laval**, Carrefour Laval, 682-1200; **LaSalle**, Carrefour Angrignon, 364-7310. Copyright Canada, 1987, Sears Canada Inc

Vente A.V.P.C.

J.m. SAUCIER

(APPORTEZ VOTRE PROPRE CRAYON)

VENEZ PROFITER DES RETOMBÉES DE NOTRE GRANDE VENTE EXPLOSIVE

Alignez vos crayons et venez négocier chez J.M. SAUCIER. Durant les prochains jours, c'est vous le patron. Faites votre prix car aucune offre raisonnable ne sera refusée par le Gérant.

À l'entrée de nos 10 supermagasins J.M. Saucier, nos clients se verront remettre une carte. Il s'agit d'y inscrire l'article de votre choix et de faire votre offre. N'oubliez pas, aucune offre raisonnable ne sera refusée.

Avec notre carte et votre crayon, vous avez tous les outils nécessaires afin de bien négocier.

NE MANQUEZ SURTOUT PAS VOTRE OFFRE!

ITEM: *Téléviseur Couleur*
 MARQUE: *Hitachi*
 MODÈLE: *M.T. 2550*
 PRIX J.M. SAUCIER: \$ 629.99
 MON OFFRE: \$ 589.99
 ACCEPTÉ PAR: _____ (GÉRANT)

CREDIT INSTANTANÉ* JUSQU'À \$1,500

MÊME SUR ARTICLES DÉJÀ RÉDUITS PLAN BUDGÉTAIRE
 Versement hebdomadaire ou mensuel disponible*
 *Conditionnel à l'approbation du crédit.

HITACHI
 MODÈLE MT-2770
MONITEUR 21" STÉRÉO MTS

- Câblodélecteur à 102 canaux
- Télécommande 25 fonctions
- Décodeur stéréo MTS intégré
- Affichage à l'écran (graphique couleur, volume, canal, etc.)

AUCUN PAIEMENT AVANT*

120 JOURS

AUCUN DÉPÔT* AUCUN PAIEMENT*

Achetez maintenant. Payez dans 120 jours (paiement en février 1988) sur tout achat de plus de \$300.

*Conditionnel à l'approbation du crédit

RCA

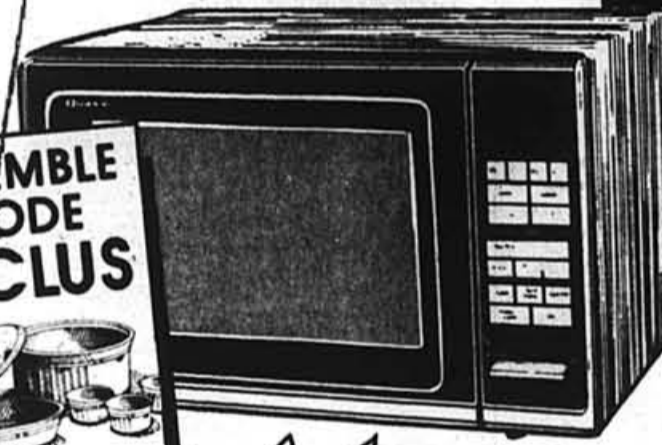
TÉLÉCOULEUR 28" MODÈLE FPR-720 STÉRÉO STYLE MONITEUR

- Télécommande unifiée à 28 fonctions
- Affichage à l'écran de l'heure/canal
- Syntonisation électronique à 120 canaux
- Tube écran feuillé à coins carrés
- Système de réduction du bruit
- Contrôle des basses et aigues séparé

Quasar YMQ-6666

FOUR MICRO-ONDES

- Capacité 1 pied cube
- 6 niveaux de puissance/600 watts
- Décongélation "Easy-matic"
- Sonde thermométrique



Technics MODÈLE SÉRIE 410
SYSTÈME DE SON COMPLET 200 WATTS

- Amplificateur intégré 100 watts/canal
- Syntonisateur digital AM/FM-stéréo programmable
- Table tournante semi-automatique
- Magnétocassette double avec copie haute-vitesse
- Deux (2) haut-parleurs 3 voies 125 watts/chacun
- Cabinet audio inclus



Panasonic
 MODÈLE PV-2700
MAGNÉSCOPE VHS

- Télécommande infrarouge 14 fonctions
- Syntonisation digitale
- Programmable
- Câblodélecteur intégré 98 canaux

ENSEMBLE SPODE INCLUS

80 MOIS DE GARANTIE

LA TRANQUILLITÉ AU FOYER*
 J.M. SAUCIER vous offre la tranquillité au foyer grâce à sa garantie 8 mois pouvant couvrir les pièces, la main-d'œuvre et le service à domicile moyennant un supplément.

SERVICE CINQ ÉTOILES

- Une équipe de techniciens diplômés
- Un équipement de contrôle ultra moderne dépassant les normes
- Un service autorisé sur garantie des plus grandes marques
- Réparations sur appareils hors garantie
- Flotte de camions pour service à domicile

AIWA

MODÈLE CAW35 RADIO PORTATIVE

- AM/FM stéréo
- Mécanisme double cassette
- Double vitesse
- Égalisateur graphique 3 bandes
- Haut-parleurs haute-fidélité 2 voies
- Syntonisateur multibandes ultrasensible

SANS FRAIS

Utilisez votre carte de crédit sans frais additionnels. Demandez votre carte J.M. Saucier.



87 manufacturiers de marque reconnue sont représentés dans nos

10 SUPER MAGASINS

Nouvelle ligne téléphonique
SANS FRAIS pour l'extérieur
1-800-361-8187

• RCA • HITACHI • Quasar • Sansui • LUXMAN • ALPINE

ELECTROHOME • Panasonic • Technics • JENITH

- **BROSSARD**
6835, boul. Taschereau (entre Ch.-Chis et IOYRUS) **445-6388**
- **MAGASIN ENTREPÔT MONTRÉAL**
10090, ST-LAURENT **385-1000**
- **MAGASIN ST-LÉONARD ENTR.**
6860 est, JEAN-TALON **251-0600**
- **LONGUEUIL**
2904, chemin CHAMBLY **651-0070**
- **POINTE-CLAIRE**
971 nord, ST-JEAN **694-9180**



- **GRANBY**
755, rue Principale (Les Halles de Granby) **375-9222**
- **DRUMMONDVILLE**
750, boul. ST-JOSEPH **474-2727**
- **SHERBROOKE**
2300 ouest, KING **563-9191**
- **OTTAWA/NEPEAN**
780, BASELINE ROAD, coin Fisher Heights Plaza **727-0159**
- **OTTAWA/VANIER**
522, MONTRÉAL ROAD ST-LAURENT **744-7890**

Télécouleurs • Fours à micro-ondes • Systèmes de son • Vidéos • Caméras • Radios d'autos • Téléphones cellulaires • Radios portatifs